REPUBLIQUE DU CONGO

Unité *.* Travail *.* Progrès

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU BUDGET

Budget de l'État

Exercice 2006

LOI Nº 12-2006

DU ^{31 mars}

2006

portant loi de finances pour l'année 2006

SOMMAIRE

		Pages
EXPOSE DES MOTIFS	······································	3 – 45
CORPS DE LA LOI		46 – 79

EXPOSE DES MOTIFS

Le budget de l'Etat exercice 2006, s'inscrit dans la perspective de l'exécution du projet économique et social, « La Nouvelle Espérance », ainsi que du programme économique et financier, conclu avec les institutions internationales de Bretton Woods, aux fins d'accès aux avantages de l'Initiative Pays Pauvres Très Endettés. Il traduit également la volonté du Gouvernement de juguler la pauvreté.

Ce budget est élaboré dans un contexte international globalement marqué par une légère décélération de l'économie mondiale dont le taux de croissance économique se situerait à 4,3% en 2005, contre 5,1% en 2004; le moteur de cette croissance étant principalement le regain mitigé de l'activité économique aux Etats-Unis, en Chine et dans une moindre mesure au Japon.

Au niveau africain, le taux de croissance réel devrait se stabiliser à 5% en 2005, contre une performance de 5,1% en 2004. En expliquent cette stabilisation, la bonne tenue de l'économie mondiale caractérisée par la hausse des cours mondiaux du pétrole et des métaux d'une part, et l'augmentation significative de l'aide publique au développement d'autre part. Par ailleurs, la baisse notable du taux d'inflation à 7,7%, en 2004, résulte des efforts réalisés dans l'assainissement du cadre macroéconomique en général, et de la gestion des finances publiques en particulier.

Dans la sous région CEMAC, la croissance économique, tirée notamment par les exportations de pétrole, s'établirait autour de 5% en 2005, contre une réalisation 7,2%, en 2004. Suivant les principaux indicateurs, la situation macroéconomique de la sous région est caractérisée par :

- une croissance du PIB réel par habitant de 5,2%, en 2005 ;
- un taux d'inflation estimé à 2,9% en 2005 contre 1,2% en moyenne annuelle, en 2004 ;
- un solde du compte courant des paiements hors dons excédentaire de 6,1% du PIB, en 2005, contre un solde déficitaire de 4,7% du PIB, en 2004 ;
- une situation monétaire consolidée avec un taux de couverture extérieure de la monnaie de 81,2%, en 2005, contre 73,8%, en 2005.
- un excédent budgétaire (base engagement hors dons) au niveau des finances publiques, s'inscrivant en hausse à 5,5% du PIB, en 2005, contre 3,1%, en 2004.

Au niveau national, le contexte socio-économique et financier d'élaboration du budget 2006 se caractérise par :

- une situation économique marquée par la poursuite de l'embellie à la fois de la production pétrolière et des cours sur le marché pétrolier, qui a permis l'accélération de la croissance économique à 6,8%, en 2005, contre 4,2%, en 2004;
- la bonne exécution du programme appuyé par la Facilité pour la réduction de la Pauvreté et pour la Croissance (FRPC);
- la négociation de la trêve sociale entre le Gouvernement, les syndicats et d'autres partenaires.

Par ailleurs, dans le cadre de la coopération financière internationale, le Congo a rétabli ses relations avec différents partenaires bilatéraux et multilatéraux, tels que l'Union Européenne et ses organismes techniques de coopération.

Ainsi, en 2006, les axes prioritaires de la politique du Gouvernement s'inscrivent dans la continuité des actions engagées en 2005, notamment :

- la lutte contre la pauvreté, en mettant l'accent sur les secteurs dits pro pauvres ;
- la poursuite des grands travaux en cours de réalisation et le lancement d'autres projets retenus dans le cadre de « La Nouvelle Espérance » ;
- la poursuite de la décentralisation à travers la municipalisation accélérée dans les départements du Niari et de la Cuvette;
- la bonne gouvernance avec comme corollaire la discipline budgétaire ;
- le desserrement de l'étau de la pression sociale par le paiement de certaines créances dues par l'Etat et la levée progressive du taux d'abattement des salaires des agents de l'Etat;
- la promotion de l'emploi.

Pour atteindre ces objectifs, la politique budgétaire de 2006 se caractérisera aussi bien par la poursuite de l'assainissement des finances publiques, à travers la stabilité de la fiscalité et le renforcement des régies des recettes, que par la maîtrise des dépenses.

En ce qui concerne les recettes, notamment les recettes fiscales et pétrolières, l'augmentation du niveau des premières, assurée sans relèvement des taux de prélèvement et sans création d'impôts, sera fera par le respect scrupuleux du dispositif législatif et réglementaire telle, la stricte application du principe de l'unité de caisse. Et celle des secondes, par le renforcement de la collecte des données sur les certifications trimestrielles, les audits des coûts pétroliers et l'amélioration de la performance commerciale de la Société Nationale des Pétroles du Congo (S.N.P.C).

Pour ce qui est des dépenses, la qualité et l'opportunité de l'engagement de l'Etat devraient être renforcées en tenant compte des priorités et des orientations contenues dans La Nouvelle Espérance et reprises dans le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP), afin qu'une portion significative de recettes budgétaires soit affectée aux dépenses qui concourent directement à la lutte contre la pauvreté.

Ainsi le budget général de l'Etat, exercice 2006 est arrêté en recettes et en dépenses à la somme de Mille Quatre Cent Trente Sept Milliards Quarante Cinq Millions (1.437.045.000.000) de francs CFA contre Mille Deux Cent Quatre Vingt Onze Milliards Quatre Cent Dix Sept Millions (1.291.417.000.000) de francs CFA, en augmentation de Cent Quarante Cinq Milliards Six Cent Vingt huit Millions (145.628.000.000) de francs CFA, soit + 11,28% par rapport au budget exercice 2005 réajusté.

Ce budget, grâce auquel le Gouvernement poursuivra efficacement sa lutte contre la pauvreté, prévoit des financements extérieurs à hauteur de soixante neuf milliards sept cent deux millions (69.702.000.000) de francs CFA contre cinquante huit milliards huit cent cinquante huit (58.858.000.000) de francs CFA pour le budget 2005 réajusté, soit un léger accroissement de + 18,42%.

Il s'énonce ainsi qu'il suit :

- Fonctionnement :1.151.343.000.000 FCFA contre 1.079.459.000.000 FCFA au budget 2005 réajusté.
- Investissement :...............285.702.000.000 FCFA contre 211.958.000.000 FCFA au budget 2005 réajusté.

PREMIERE PARTIE: DES VOIES ET MOYENS

DISPOSITIONS FISCALES DE LA LOI DE FINANCES POUR 2006

Les anciennes dispositions relatives aux recettes sont modifiées et complétées par un certain nombre de mesures d'ordre fiscal et douanier. Ces mesures concernent tant les dispositions en vigueur du Code Général des Impôts que celles contenues dans certains textes non codifiés tels la loi n° 12-97 du 12 mai 1997 (telle que modifiée par la loi n° 17-2000 du 31 décembre 2000 portant loi de finances pour l'année 2001) instituant la taxe sur la valeur ajoutée et la loi de finances n° 33-2003 du 30 décembre 2003 exercice 2004 instituant la taxe sur les transferts de fonds.

IMPOTS ET TAXES INTERIEURS

Les dispositions fiscales 'de la loi de finances pour l'année 2006 sont conformes au cadrage budgétaire fixé par le Gouvernement. Ainsi, les modifications apportées visent la stabilité des dispositions fiscales qui s'entend comme une augmentation des recettes fiscales sans relèvement des taux de prélèvement ni création de nouveaux impôts. Ce qui suppose la maîtrise de l'assiette des impôts et taxes, de leur recouvrement et le contrôle des contribuables, ainsi que la recherche constante du dialogue entre l'administration fiscale et les contribuables pour une meilleure compréhension de la fiscalité.

MODIFICATIONS DU CODE GENERAL DES IMPOTS (Tomes 1 et 2), DE LA LOI N° 17-2000 DU 31 DECEMBRE 2000 RELATIVE A LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE ET DE LA LOI N° 33-2003 DU 30 DECEMBRE 2003 INSTITUANT LA TAXE SUR LES TRANSFERTS DE FONDS

Les objectifs assignés aux dispositions fiscales pour l'année 2006 visent l'élargissement de l'assiette fiscale; le renforcement des mesures de recouvrement et de lutte contre l'évasion et la fraude fiscales, ainsi que l'amélioration du dispositif fiscal.

Ces modifications se présentent comme suit :

1. l'élargissement de l'assiette fiscale concerne :

- l'exclusion du bénéfice imposable des impôts payés suite à une taxation d'office (article 88, tome 1);
- imposition à la patente des entreprises de presse écrite (journaux privés) et parlée (Radio -Télévision) ;
- suppression de l'exemption à la taxe sur la valeur locative des locaux professionnels pour les hôtels de 9^{ème} et 10^{ème} classe (article 343, tome 1);
- imposition aux droits d'enregistrement des bons de commande de fournitures et prestations de services dont le montant est égal ou supérieur à 10.000.000 F CFA (article 235) ;
- extension de la taxe sur les transferts de fonds aux opérations de vente de devises à l'intérieur du pays (article 3 de la loi).
- 2. le renforcement des mesures de recouvrement et de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales sera réalisé par la mise en œuvre des mesures suivantes :
- précisions sur le taux et le sort de la caution de garantie de 20% payée à l'occasion du dépôt d'une requête introductive d'instance
 - (articles 441 et 458 bis du tome 1);
 - extension des sanctions pour défaut ou retard de paiement de la taxe d'apprentissage à la taxe forfaitaire (article 512, CGI tome 1).
 - 3. l'amélioration du dispositif fiscal qui vise, entre autres, la simplification du dispositif législatif en vue d'une meilleure application de la loi fiscale, est préconisée particulièrement pour les points suivants :
 - correction de l'omission constatée sur la réintégration des prélèvements de l'exploitant individuel passible de l'IRPP/BIC régime du réel (modification de l'article 17, tome 1) ;
 - simplification du pouvoir de décision en matière contentieuse et de la procédure de notification de la décision (articles 430 bis et 433 du tome 1) ;
 - précision sur le principe de l'affectation en matière de TVA (article 18, loi TVA) ;
 - précisions sur le prorata de déduction (article 22, loi TVA).

A.1.- DISPOSITIONS VISANT L'ELARGISSEMENT DE L'ASSIETTE FISCALE

1.1.- IMPOT SUR LE REVENU DES PERSONNES PHYSIQUES

1.1.1- exclusion du bénéfice imposable des impôts payés suite à une taxation d'office (article 88 CGI, tome 1)

La procédure de la taxation d'office est une sanction pour défaut de déclaration, ou pour opposition au contrôle fiscal. Lorsqu'elle est confirmée, les impôts payés sous cette procédure (en principal et en pénalité) ne peuvent être considérés comme une charge déductible du bénéfice imposable de l'entreprise ou de la société taxée d'office au titre de cet exercice.

La modification proposée vient confirmer l'exclusion des dépenses déductibles des impôts payés à la suite d'une taxation d'office

Article 88 ancien	Article 88 nouveau
Le contribuable taxé d'office ne peut obtenir, par la voie contentieuse, la décharge ou la réduction de la cotisation qui lui a été assignée qu'en apportant toutes justifications de nature à faire la preuve du chiffre exact de son revenu. Il supporte les frais de l'expertise, s'il y a lieu.	
	De même, le montant d'un impôt payé à la suite d'une taxation d'office ne peut être considéré comme charge déductible du bénéfice imposable de l'exercice en cause.

1.2.- PATENTES ET LICENCES

1.2.1- Imposition à la patente des entreprises de presse écrite (Journaux privés) ou parlée (Radio ou télévision privée) Article 314, CGI Tome I

De plus en plus, de nombreuses personnes se lancent dans la création d'entreprises de presse écrite ou parlée notamment des journaux, des radios et télévisions privées. Cette activité bien que particulière, génère des profits. Cependant, elle n'est pas encore prise en compte par la législation fiscale, leur imposition à la patente se faisant souvent par assimilation.

Pour corriger cette anomalie, il est proposé de classer ces activités à l'article 314 relatif à l'imposition à la patente. Ainsi l'article 314 est modifié ainsi qu'il suit :

Article 314 ancien		Article 314 nouveau	
La patente est établie, selon les activités exercées, en fonction de la nomenclature, la classe, la localité ou les types de taxes indiqués ci-après :	·	La patente est établie, selon les activités exercées, en fonction de la nomenclature, la classe, la localité ou les types de taxes indiqués ci-après :	I I
1- Les classes de la patente sont déterminées ainsi qu'il suit :		1-Les classes de la patente sont déterminées ainsi qu'il suit :	
Tableau A		Tableau A	
Nomenclature	classe	Nomenclature	classe
		Radio ou Télévision privée (exploitant une)	2

TABLEAU B (nouveau)

NOMENCLATURE	E TAXE DETERMINEE		TAXES VARIABLES		
	(a) zone 1 zone 2 zone 3	Par employé (b)	Autres éléments	;	
			Désignation	Montant	
Journal privé (Exploitant un)	30.000 20.000 15.000		Par employé jusqu'à 10 Par employé en sus de 10 Par mégahertz	300 250 200	

1.2.2- suppression de l'exemption à la taxe sur la valeur locative des locaux professionnels pour les hôtels de 9^{ème} et 10^{ème} classe (article 343, CGI tome 1)

Il existe des hôtels et d'autres établissements ou activités importantes qui actuellement entrent dans le cadre des exemptions prévues à l'article 343 du CGI tome 1. Il y a lieu d'atténuer ces exemptions notamment pour les hôtels placés aux classes 9 et 10 du tableau A des patentes.

Article 343 ancien	Article 343 nouveau
Sont exemptés de la taxe, les locaux dans lesquels sont exercées des professions exonérées de la contribution des patentes ainsi que ceux des professions relevant des 9ème et 10ème classes du tableau A du tarif des patentes ou du tableau B lorsque la taxe déterminée est inférieure ou égale au droit en principal afférent à la 10ème classe du tableau A.	exercées des professions exonérées de la contribution des patentes ainsi que les professions relevant des 9eme et 10eme classes du tableau A du tarif des patentes ou du tableau B

1.3.- DROITS D'ENREGISTREMENT

1.3.1- imposition aux droits d'enregistrement des bons de commande de fournitures et prestations de services dont le montant est égal ou supérieur à 10.000.000 F CFA (article 235 du CGI Tome 2)

L'article 235 du Code Général des Impôts soumet au droit d'enregistrement de 2% les adjudications au rabais et marchés de toute nature notamment pour construction, prestations de service, approvisionnements et fournitures et, d'une manière générale, tous les marchés dont le prix doit être payé par l'Etat, les collectivités locales et les établissements publics.

Or, les entreprises, pour éviter de payer les droits d'enregistrement, ont pris l'habitude de scinder les marchés importants par le système de bons de commande.

Dans ce cas, on est en présence de marchés à bon de commande utilisés lorsqu'une incertitude porte sur l'évaluation quantitative et le rythme du besoin global à satisfaire. Il n'est fixé que le minimum et le maximum des prestations arrêtées en valeur et en quantités susceptibles d'être commandées au cours d'une période déterminée.

Dans ce type d'opérations, les commandes sont émises au moyen de bons de commande échelonnées sur toute la durée de la prestation, l'opérateur ayant la latitude de fixer les quantités pour chaque commande, en fonction des besoins à satisfaire et la durée pour laquelle la prestation est conclue.

C'est pourquoi, pour lutter contre cette pratique qui favorise la fraude et l'évasion fiscale, il convient de soumettre les bons de commande de dix millions et plus aux droits d'enregistrement. D'où l'ajout d'un alinéa y relatif à l'article 235 du code Général des impôts Tome 2.

Article 235 ancien	Article 235 nouveau
Sont assujettis au droit de 2 % les adjudications au rabais et marchés de toute nature notamment pour construction,	
prestations de service, approvisionnements et fournitures et, d'une manière générale, tous les marchés dont le prix doit être payé par l'Etat, les collectivités locales et les établissements publics.	Alinéa 2 : Les dispositions de l'alinéa 1 ci-dessus s'appliquent également aux bons de commande dont le coût total des opérations est égal ou supérieur à 10.000.000 F CFA.

1.4.- TAXE SUR LES TRANSFERTS DE FONDS

1.4.1- Extension de la taxe sur les transferts de fonds aux opérations de vente de devises à l'intérieur du pays (article 3 de la loi n°33-2003 du 30 décembre 2003)

Le champ d'application de la taxe sur les transferts de fonds tel qu'il est stipulé dans les dispositions de l'arrêté n° 1185/MEFB-CAB portant application de la taxe sur les transferts de fonds semble plus large que celui du paragraphe 4, dispositions nouvelles, de la loi n°33-2003 du 30 décembre 2003 portant loi de finances pour l'année 2004 et instituant la dite taxe.

Il y a lieu d'harmoniser les dispositions de la loi avec les dispositions de l'arrêté sus visé, notamment en ce qui concernent la vente des devises à l'intérieur du pays.

Article 3 ancien	Article 3 nouveau
Sont soumis à la taxe sur les transferts de fonds, les opérations d'envoi d'argent à destination de l'étranger, quelque soit l'opérateur qui procède au transfert.	

A.2.- <u>DISPOSITIONS VISANT LE RENFORCEMENT DES MESURES DE RECOUVREMENT ET DE LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET L'EVASION FISCALES</u>

2.1- Précision sur le taux de la caution de garantie (article 441 alinéa 7 du CG1, tome 1)

La loi de finances pour l'année 2004 avait institué un montant minimal représentant la caution de garantie pour toute réclamation contentieuse. Dans l'exécution de cette loi, il est constaté quelques difficultés liées au fait le taux de la caution varie d'un dossier à l'autre. Il est suggéré que ce taux soit fixe pour permettre à chaque contribuable qui veut introduire une réclamation contentieuse de savoir à quoi s'en tenir sans qu'il ne soit soumis à des incertitudes.

Article 441 ancien	Article 441 nouveau
Alinéas 1 et 6 : sans changement	Alinéas 1 et 6 : sans changement
Alinéa 7: L'instruction par l'administration de toute réclamation fiscale est assujettie au dépôt préalable auprès du comptable public d'une garantie d'un montant au moins égal à 20% des sommes contestées.	Alinéa 7: L'instruction par l'administration de toute réclamation fiscale est assujettie au dépôt préalable auprès du comptable public d'une garantie d'un montant égal à 20% des sommes contestées.
Alinéa 8 : Sans changement	Alinéa 8 : Sans changement

2.2- Précisions sur le sort de la caution de garantie de 20% payée à l'occasion du dépôt d'une requête introductive d'instance en matière contentieuse (articles 458 bis CGI du tome 1)

La présente disposition a pour objet de préciser le sort de la caution de garantie 20% et celui du droit de traitement de 2 pour mille.

A l'issue du contentieux, deux situations peuvent survenir :

- soit le contribuable a raison et obtient un dégrèvement de ses impositions ;
- soit le contribuable n'a pas raison et ses impositions sont maintenues et poursuivies.

Dans les deux cas la caution de garantie constitue un acompte d'impôt. Cependant, dans le deuxième cas, la caution de garantie peut être remboursée au contribuable se trouvant dans la situation d'une cessation d'activité.

Par contre le droit de traitement de 2 pour mille est définitivement acquis au trésor.

Article 458 bis ancien	Article 458 bis nouveau
Toute réclamation contentieuse doit être accompagnée d'une quittance de dépôt de garantie et des droits de traitement tels que visés à l'article 441 du présent code.	Toute réclamation contentieuse doit être accompagnée d'une quittance de dépôt de garantie et des droits de traitement tels que visés à l'article 441 du présent code. A la suite de l'extinction du contentieux, le montant de la garantie constitue un acompte lorsque la réclamation du contribuable est non fondée
	En cas de cessation d'activités, il sera procédé au remboursement des sommes dues.
	Le droit de traitement prévu à l'article 441 ci-dessus est définitivement acquis au trésor public.

2.2- Extension des sanctions pour défaut ou retard dans le versement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, de la taxe d'apprentissage à la taxe forfaitaire (article 512 du CGI, tome1).

La sanction relative à la taxe d'apprentissage n'est pas prévue comme en matière de taxe forfaitaire. Aussi, il conviendrait de compléter le deuxième alinéa de l'article 512 en élargissant son champ d'application aux sanctions de la taxe d'apprentissage.

C'est pourquoi, l'article 512 est modifié comme ci-après.

Article 512 ancien	Article 512 nouveau
Tout employeur ou débirentier qui, ayant effectué des retenues de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt complémentaire, n'a pas versé le montant de ces retenues à la caisse spécifiée à l'article 173 dans les délais prescrits est passible d'une pénalité égale à 50% du montant des sommes dont le montant a été différé. Cette pénalité est portée à 100% lorsque le retard est supérieur à deux mois.	
Les mêmes pénalités sont appliquées en ce qui concerne le versement de la taxe forfaitaire prévue par les articles 171 bis et suivants du présent code.	Alinéa 2 : Les mêmes pénalités sont appliquées en ce qui concerne le versement de la taxe d'apprentissage_et de la taxe forfaitaire prévue par les articles 141 à 156, 171 bis et suivants du présent code.

A.3.- DISPOSITIONS VISANT L'AMELIORATION DU DISPOSITIF FISCAL

3.1- Correction de l'omission constatée sur la réintégration des prélèvements de l'exploitant individuel passible de l'IRPP/BIC régime du réel (article 17, tome 1)

Depuis les temps, les prélèvements effectués tant par l'exploitant que par l'associé sont toujours incorporés dans la base imposable en application des dispositions de l'article 19-2 du code général des impôts. Ces dispositions ont leur raison d'être car elles sont destinées à limiter les abus des promoteurs d'entreprises.

Cependant, la loi de finances n° 10-2002 du 31 décembre 2002 pour l'année 2003 ayant procédé à une harmonisation des dispositions applicables tant à l'IS qu'à l'IRPP/BIC régime du réel, l'article 109 A ne concerne plus que les prélèvements effectués par les associés pour les sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés. Il est ainsi apparu comme une omission en ce qui concerne les prélèvements effectués par l'exploitant individuel, lesquels semblent bénéficier d'une exonération de fait, ce qui est non seulement paradoxal mais également discriminatoire.

C'est pour réparer cette omission que l'article 17 est modifié en visant la réintégration au bénéfice imposable des prélèvements effectués par l'exploitant individuel soumis à l'IRPP/BIC régime du réel.

Article 17 ancien	Article 17 nouveau
Sous réserve des dispositions ci-après, les règle détermination du résultat sont définies par les articles 107 du présent code.	es de Sous réserve des dispositions ci-après les règles de
	Toutefois, en ce qui concerne les bénéfices commerciaux, industriels, artisanaux et agricoles, le bénéfice net imposable est égal à la différence entre les produits réalisés et les charges engagées par l'entreprise.
	Le bénéfice net est constitué par la différence entre les valeurs de l'actif net à la clôture et à l'ouverture de la période dont les résultats doivent servir de base à l'impôt, diminuée des suppléments d'apport et augmentée des prélèvements effectués au cours de cette période par l'exploitant.
	L'actif net s'entend de l'excédent des valeurs d'actif sur le total formé au passif par les créances des tiers, les amortissements et les provisions justifiées.

3.2- Simplification du pouvoir de décision en matière contentieuse et de la procédure de notification de la décision (articles 430 bis et 433 du tome 1)

En matière contentieuse, la loi a prévu que le pouvoir de statuer, donc de décider, est exercé au niveau de la Direction Générale des Impôts à deux niveaux : celui des Directeurs centraux d'une part, et celui du Directeur Général d'autre part, en fonction du montant des droits et pénalités contestés.

Il s'avère que dans la pratique, le pouvoir de statuer est exercé exclusivement par le Directeur Général des Impôts, les autres Directeurs centraux se limitant à donner des simples avis. Cette vision est confortée par l'article 433 qui donne au Directeur

Général un pouvoir de censure de la décision de son collaborateur lorsqu'il estime qu'elle n'est pas fondée ou justifiée au regard de la loi.

C'est d'ailleurs pour cette raison que l'avis de la Direction de la Législation et du Contentieux qui fait office de gardienne de la loi, vient en dernier avant la décision du Directeur Général, laquelle décision est ensuite notifiée au requérant, à l'agent de recouvrement et à l'agent taxateur. En conséquence, entendu que dans une administration qui se veut homogène il ne peut y avoir plusieurs pôles de décision, les dispositions des articles 430 bis et 433 sont ainsi réaménagées.

Article 430 bis ancien

Le pouvoir de statuer est exercé:

- a) Au niveau des Inspections Divisionnaires des Contributions Directes et Indirectes, des Recettes de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre, des Services de la Conservation des Hypothèques et de la Propriété Foncière et des Unités des Grandes Entreprises :
- par le Directeur des Contributions Directes et Indirectes, le Directeur de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre, le Directeur de la Conservation des Hypothèques et de la Propriété Foncière, le Directeur des Grandes Entreprises lorsque par article, les droits et pénalités contestés sont inférieurs à un million (1.000.000) de francs;
- par le Directeur Général des Impôts lorsque, par article, les droits et pénalités contestés sont compris entre un million (1.000.000) de francs et cinquante millions (50.000.000) de francs;
- par le Ministre des Finances au delà de cinquante millions (50.000.000) de francs;
- b) Au niveau des Brigades de Vérifications:
- par le Directeur des Vérifications Générales, des Enquêtes Fiscales et des Recoupements lorsque, par article, les droits et

Article 430 bis nouveau

Le pouvoir de statuer est exercé:

- a) Au niveau des Inspections Divisionnaires des Contributions Directes et Indirectes, des Recettes de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre, des Services de la Conservation des Hypothèques et de la Propriété Foncière et des Unités des Grandes Entreprises :
- par le Directeur Général des Impôts lorsque, par article, les droits et pénalités contestés sont inférieurs ou égaux à deux cent millions (200.000.000) de francs après les avis des intéressés.
- par le Ministre des Finances au delà de deux cent millions (200.000.000) de francs après avis du Directeur Général des Impôts

- b) Au niveau des Brigades de Vérifications:
- par le Directeur Général des Impôts lorsque, par article, les droits et les pénalités contestés sont inférieurs ou égaux à 20% du montant de l'article après avis du Directeur des Vérifications Générales et des Enquêtes Fiscales et du Directeur de la Législation et du Contentieux ;

pénalités contestés sont égaux ou inférieurs à 2% du montant de l'article ;	- par le Ministre des Finances au-delà de 20% du montant de l'article après avis du Directeur Général des Impôts.
- par le Directeur Général des Impôts lorsque, par article, les droits et les pénalités contestés sont compris entre 2% et 20%;	
- par le Ministre des Finances et du Budget au delà de 20%.	

Article 433 ancien	Article 433 nouveau
Quelle que soit l'autorité qui a pris la décision, celle-ci est notifiée par le Directeur Général des Impôts au requérant, à l'agent de recouvrement et à l'agent qui a établi la taxation. Toutefois, le Directeur Général peut surseoir à la notification s'il estime que la décision prise au niveau du Directeur intéressé n'est pas fondée; dans ce cas, il est procédé à un nouvel examen de l'affaire.	

3.3- Précision sur principe de l'affectation et limitation du droit à déduction : Articles 18, 22 et 22 bis de la loi n° 12-97 du 12 mai 1997 sur la taxe sur la valeur ajoutée, modifiée par la loi n°17-2000 du 31 décembre 2000.

Dans l'esprit du législateur, la TVA est un impôt supporté par le consommateur final d'un bien ou d'un service. Elle doit être neutre pour les opérateurs économiques qui concourent à la fabrication de ce bien ou à la livraison du service. Or les articles 20 à 22, en limitant ou en excluant le droit à déduction de la TVA, conduisent à pénaliser lourdement certains opérateurs économiques qui doivent vendre, par décision gouvernementale, ce bien en exonération de TVA.

Il est suggéré de réviser les articles 18 et 22 et de créer l'article 22 bis qui reprend désormais les dispositions du paragraphe 2 de l'article 22 ancien.

Article 18 ancien

- 1) La TVA ayant frappé en amont les éléments du prix d'une opération imposable est déductible de la TVA applicable à cette opération, pour les assujettis immatriculés et soumis au régime du réel au droit à déduction :
- la TVA qui a grevé les éléments du prix d'une opération imposable est déductible le mois suivant pour tout assujetti de la TVA applicable aux opérations imposables.
- pour être déductible, la TVA doit figurer sur la facture délivrée par le fournisseur immatriculé et mentionnant son numéro d'identification fiscale (NIF). Toutefois, en ce qui concerne les fournisseurs étrangers, ces conditions ne sont pas exigées.
- 2) Le droit à déduction prend naissance lorsque la taxe devient exigible chez le fournisseur des biens et services. Pour les importations, le droit à déduction prend naissance lors de la mise à la consommation.
- 3) Le droit à déduction est exercé jusqu'à la fin du premier exercice fiscal qui suit celui au cours duquel la taxe sur la valeur ajoutée est devenue exigible. Après ce délai, la taxe sur la valeur ajoutée non déduite est acquise au Trésor Public...

Article 18 nouveau

- 1) La TVA ayant frappé en amont les éléments du prix d'une opération imposable est déductible de la TVA applicable à cette opération, pour les assujettis immatriculés et soumis au régime du réel. Les biens et services pour lesquels la TVA est admise en déduction doivent être nécessaires et affectés à l'exploitation.
- la TVA qui a grevé les éléments du prix d'une opération imposable est déductible le mois suivant pour tout assujetti de la TVA applicable aux opérations imposables.

Le reste sans changement.

Article 22 ancien

Les entreprises qui ne réalisent pas exclusivement des opérations ouvrant droit à déduction sont autorisées à déduire la TVA qui a grevé les biens et services qu'elles acquièrent par application d'un prorata de déduction. Ce prorata est calculé à partir de la fraction de chiffre d'affaires afférent aux opérations qui ouvrent droit à déduction.

Cette fraction est le rapport entre :

- au numérateur, le montant hors taxes des recettes afférentes à des opérations soumises à la TVA augmentée du montant des exportations;
- au dénominateur, le montant total hors taxes des recettes de toutes natures, réalisées par l'assujetti, y compris le montant des exportations.

Article 22 nouveau

Les entreprises qui ne réalisent pas exclusivement des opérations ouvrant droit à déduction doivent, dès la réalisation de leurs dépenses, les affecter soit à leurs activités imposables, soit à leurs activités non imposables

Lorsque les biens et services concourent exclusivement à la réalisation des opérations ouvrant droit à déduction, la TVA qui les a grevées est déductible.

Lorsque les biens et services concourent exclusivement à la réalisation des opérations n'ouvrant pas droit à déduction, la TVA qui les a grevées n'est pas déductible.

Lorsque les biens et services concourent à la fois à la réalisation d'opérations ouvrant droit à déduction et à la réalisation d'opérations n'ouvrant pas droit à déduction, seule une fraction de la taxe qui les a grevées est déductible par application d'un prorata.

- 3.4- Dispositions nouvelles : article 22 bis à la loi n° 12-97 du 12 mai 1997 sur la taxe sur la valeur ajoutée, modifiée par la loi n° 17-2000 du 31 décembre 2000 portant loi de finances pour l'année 2001.
- 3. 4.1- précision sur le prorata de déduction sur la base des dispositions du paragraphe 2 de l'article 22 ancien.

Article 22 bis
Le prorata prévu à l'article 22 nouveau ci-dessus est le rapport entre :
 au numérateur, le montant hors taxes des recettes ou du chiffre d'affaires afférent à des opérations soumises à la TVA, augmenté du montant des exportations et du chiffre d'affaires taxable mais détaxé en application des franchises exceptionnelles ou des conventions d'établissement.
- au dénominateur, le montant du chiffre d'affaires total hors taxes réalisé par l'assujetti.

DEUXIEME PARTIE: DES BUDGETS ET COMPTES SPECIAUX

I- DU BUDGET GENERAL

A - FONCTIONNEMENT

Les ressources et les charges de fonctionnement du Budget de l'Etat pour l'exercice 2006 sont évaluées à la somme de mille trois cent cinquante deux milliards cinq cent quarante deux millions (1.352.542.000.000) de francs CFA contre mille deux cent dix neuf milliards neuf cent quatre vingt quatorze millions (1.219.994.000.000) de francs CFA de prévisions 2005 réajustées, soit une augmentation de cent trente deux milliards cinq cent quarante huit millions (132.548.000.000) de francs CFA (+10,86%). Cet accroissement s'explique par la poursuite en 2006 de la dynamique favorable de la conjoncture internationale et nationale constatée en 2005, permettant davantage de tenir compte des actions prioritaires du Gouvernement, notamment en ce qui concerne les dépenses de lutte contre la pauvreté.

1 - RECETTES

Elles sont estimées à mille trois cent cinquante deux milliards cinq cent quarante deux millions (1.352.542.000.000) de francs CFA et comprennent :

- les impôts et taxes intérieurs ;
- les droits et taxes de douane ;
- les recettes du domaine et des services ;
- les recettes de transferts ;
- les ressources en capital.

1-1 - IMPOTS ET TAXES INTERIEURS

Les impôts et taxes intérieurs sont estimés à cent soixante treize milliards quatre cent millions (173.400.000.000) de francs CFA pour 2006 contre cent cinquante neuf milliards (159.000.000.000) de francs CFA de prévisions 2005 réajustées, soit un accroissement de quatorze milliards quatre cent millions (14.400.000.000) de francs CFA (+ 9,06%).

Afin de tenir la prévision de cette catégorie des recettes non pétrolières, les mesures suivantes sont préconisées :

- l'installation des services d'assiette dans la Likouala (Betou et Enyellé), la Sangha (Souanké et Sembé) et la Bouenza (Loutété) ;
- la mise en exploitation du nouvel Identifiant Unique (NIU) et du projet SYSTAF;
- la mise en application des recommandations des études et des missions de travail dans les pays voisins sur la fiscalité des télécommunications et la fiscalité forestière ;
- la vulgarisation de la loi n° 17-2000 sur le régime de la propriété foncière ;
- la campagne de vérification des sociétés ;
- l'intensification des contrôles internes des services et l'apurement des fichiers des Unités des Grandes Entreprises (UGE) ;
- le renforcement des compétences fiscales des UGE.

1-2 - DROITS ET TAXES DE DOUANES

Les prévisions des recettes de douanes pour l'exercice 2006 sont arrêtées à cinquante cinq milliards sept cent millions (55.700.000.000) de francs CFA contre cinquante un milliards (51.000.000.000) de francs CFA de prévisions 2005 réajustées, soit un accroissement de quatre milliards sept cent millions (4.700.000.000) de francs CFA (+ 9,22%), dû essentiellement à l'application des mesures d'accompagnement envisagées.

Ainsi les mesures ci-après permettront de réaliser cette performance :

- la rationalisation de la gestion des exonérations par I services des douanes ;
- l'application des valeurs minima et valeurs mercuriales sur les importations (réalisées par les opérateurs du secteur informel) en provenance d'Asie, du Moyen-Orient, et d'Afrique de l'Ouest ;
- l'extension de SYDONIA à toutes les régions douanières ;
- l'ouverture de nouveaux postes douaniers ;
- la réalisation de l'audit organisationnel de la Direction Générale des Douanes par un cabinet de réputation internationale.

1-3 - RECETTES DU DOMAINE ET DES SERVICES

Elles passent à mille cent vingt trois milliards deux cent quatre vingt douze millions (1.123.292.000.000) de francs CFA en 2006 contre mille neuf milliards huit cent quarante quatre millions (1.009.844.000.000) de francs CFA de prévisions 2005 réajustées, soit une augmentation de cent treize milliards quatre cent quarante huit millions (113.448.000.000) de francs CFA (+ 11,23%). Cette importante augmentation, basée sur une hypothèse prévisionnelle pondérée, se justifie par la bonne évolution du marché pétrolier.

Ces recettes comprennent :

a - LES RECETTES DU DOMAINE

Les recettes du domaine sont estimées à mille cent treize milliards huit cent dix sept millions (1.113.817.000.000) de francs CFA contre mille milliards cinq cent quarante quatre millions (1.000.544.000.000) de francs CFA de prévisions réajustées 2005, soit un accroissement de cent treize milliards deux cent soixante trois millions (112.448.000.000) de francs CFA (+ 11,32%).

La composition des ressources du domaine se présente comme suit :

- redevance pétrolière	408.831.000.000 F CFA contre 336.808.000.000 F CFA pour 2005 réajusté
- partage de production (profit oil)	588.421.000.000 F CFA contre 528.993.000 000 F CFA pour 2005 régiusté
- divers revenus du domaine pétrolier	115.740.000.000 F CFA contre 104.743.000.000 F CFA pour 2005 réajusté

L'accroissement significatif du niveau des recettes pétrolières est imputable à l'amélioration des paramètres de calcul de cette catégorie de recettes, notamment :

- l'augmentation du volume de production du pétrole brut, soit 101.500.000 barils (+ 9,46 millions de barils par rapport à 2005);
- le prix moyen du baril du pétrole congolais à 46,79 dollars US ;
- un taux de change du dollar américain à 541 F CFA contre 520,2 F CFA au budget 2005 réajusté.

En outre il y a la réalisation des audits des coûts pétroliers pour la transparence dans ce secteur (y compris les audits financiers de la SNPC et de la CORAF), et l'application des mesures d'accompagnement ci-après :

- la certification des recettes pétrolières ;
- l'évaluation de la mise en œuvre du système comptable et de contrôle interne de la SNPC, conformément aux normes internationales ;
- l'évaluation de la politique de commercialisation du pétrole par la SNPC ;
- la poursuite de la politique de prohibition du recours à la vente par anticipation du pétrole (dette gagée) ;
- le respect de la convention signée entre la SNPC et l'Etat qui fait obligation à la SNPC de reverser au Trésor Public sous huitaine, les produits de la vente des cargaisons ainsi que toutes les recettes perçues pour le compte de l'Etat ;
- le versement régulier du produit de vente du brut à la CORAF conformément à l'accord conclu entre l'Etat et la SNPC.

b- LES RECETTES DES SERVICES ET PRODUITS FINANCIERS

Les prévisions des recettes des services et produits financiers de l'Etat sont arrêtées à dix milliards trois cent millions (10.300.000.000) de francs CFA contre neuf milliards trois cent millions (9.300.000.000) de prévision 2005 réajustée, soit une augmentation de un milliard (1.000.000.000) de FCFA (+ 10,75 %), imputable à l'achèvement complet et au contrôle systématique de l'arsenal des dispositions des arrêtés conjoints prévoyant les nouveaux produits et le reversement au trésor public, de manière systématique, de tous les deniers publics.

Ces recettes comprennent :

- les recettes administratives ou menues recettes pour 6.000.000.000 de francs CFA;
- les produits financiers, étant pour l'essentiel des revenus du portefeuille de l'Etat, sont constitués des dividendes des participations financières ou patrimoniales de l'Etat, pour 4.300.000.000 francs CFA.

Pour atteindre ces objectifs la réalisation des mesures d'accompagnement suivantes s'impose :

· Pour les recettes administratives ou menues recettes

- la poursuite de l'élaboration et de la signature des arrêtés conjoints sur les menues recettes et le suivi de leur stricte application ;
- le renforcement et la systématisation des contrôles des menues recettes par la direction générale du budget (DGB) et le corps des Inspecteurs des finances et l'application des sanctions prévues par la réglementation en vigueur aux mauvais gestionnaires ;
- la présentation au Ministre de l'Economie, des Finances et du Budget d'un rapport trimestriel sur l'exécution des menues recettes par la Direction Générale du Budget et par la Direction Générale du Trésor.
- la centralisation des commandes des imprimés spéciaux à la direction générale du budget (Direction de la Recette) et l'impression par l'imprimerie du ministère de l'économie, des finances et du budget de certains imprimés moins délicats ;
- la vulgarisation des dispositions de la loi de finances relatives à la gestion des caisses de menues recettes et des textes conjoints;
- l'application rigoureuse du mécanisme de la rétrocession ;
- la consolidation du principe de l'unicité de caisse par la centralisation au trésor de toutes les recettes publiques quel que soit le ministère qui les génère.

Pour les produits financiers

Il s'agit d'identifier et de procéder au suivi de toutes les structures dans lesquelles l'Etat est actionnaire et leur faire obligation de verser la quote-part de l'Etat (intérêts, dividendes ou autres produits financiers) au Trésor Public.

1-4. RECETTES DE TRANSFERTS

Les recettes de transferts pour 2006, traditionnellement constituées de la contribution annuelle de la Direction Générale de la Marine Marchande au budget de l'Etat, sont reconduites à cent cinquante millions (150.000.000) de francs CFA.

Toutefois, ces recettes largement minorées, pourraient être importantes par la mise en œuvre des mesures ci-après :

- la révision des textes portant création de certains établissements publics ;
- l'obligation des établissements publics à contribuer au budget de l'État, conformément aux dispositions de leurs règlements financiers ;
- la réforme des textes portant création de certains fonds spéciaux ;
- le suivi de la gestion des comptes d'affectation spéciale.

1 - 5 . RESSOURCES EXTERNES

Comme en 2005, au regard de l'évolution positive de la capacité contributive de l'Etat, le gouvernement n'a pas prévu de recourir aux ressources externes pour le financement des dépenses de fonctionnement ; cette possibilité est prévue aux dépenses d'investissement.

TABLEAU RECAPITULATIF DES RESSOURCES DE FONCTIONNEMENT 2006

DESIGNATIONS	Previ	PREVISIONS VARIATIONS ABSOLUES		VARIATIONS ABSOLUES		% DU TOTAL RESSOURCES 2006
	2005 Réajustées	2006	*			
Titre I - RECETTES FISCALES						<u> </u>
- Impôts et taxes intérieurs	159.000.000.000	173.400.000.000	14.400.000.000		9,06	12,82
- Droits et taxes de douanes	51.000.000.000	55.700.000.000	4.700.000.000		9,22	4,12
Sous-total Titre I	210.000.000.000	229.100.000.000	19.100.000.000	genille i de la	9,10	16,94
Titre II - RECETTES DU DOMAINE ET DES SERVICES						
- Revenus du domaine	633.736.000.000	704.161.000.000	70.425.000.000		11,11	50.00
- Redevance pétrolière	366.808.000.000	408.831.000.000	42.023.000.000		11,45	52,06 30,23
- Recettes des services	5.000.000.000	6.000.000.000	1.000.000.000		10,75	
- Produits financiers	4.300.000.000	4.300.000.000	0.000.000.000		10,75	0,77
Sous-total Titre II	1.009.844.000.000	1.123.292.000,000	113,448,000,000	an and the contract of the second		83.06
Titre III - RECETTES DE TRANSFERTS	J. M. Market				JIII/Zo	83,06
- Contribution des Organismes divers	150.000.000	150.000.000	0		0	0,01
Sous total Titre III	450.000.000	150.000.000			0	0140334
Titre IV - Ressources EXTERNES						0,01
- Ressources en capital	0	0				
Sous-total-Fitre W		0			0	
TOTAL GENERAL	1.219.994.000.000	1.352.542.000.000	132.548.000.000		10,86	100.00

2.- DEPENSES

Les dépenses de fonctionnement de l'État au titre de l'exercice 2006 sont arrêtées à la somme de mille trois cent cinquante deux milliards cinq cent quarante deux millions (1.352.542.000.000) de francs CFA contre mille deux cent dix neuf milliards neuf cent quatre vingt quatorze millions (1.219.994.000.000) de francs CFA de prévisions 2005 réajustées, soit une augmentation de cent trente deux milliards cinq cent quarante huit millions (132.548.000.000) de francs CFA (+ 10,86%). Cet accroissement tient essentiellement au respect des accords conclus avec les institutions de Bretton Woods, notamment en matière de traitement des arriérés de la dette, au recrutement du personnel dans les secteurs sociaux et au relèvement du niveau des investissements principalement tourné vers les dépenses pro pauvres en application du DSRP.1.

Ces dépenses comprennent :

- la dette publique ;
- les dépenses courantes de fonctionnement des services ;
- les dépenses de transferts et d'intervention.

Le détail de ces dépenses se présente de la manière suivante :

2-1 - DETTE PUBLIQUE

a- Le service de la dette

Le service de la dette pour l'exercice 2006, entendu comme le service proprement dit agrégé aux autres dépenses de trésorerie, est évalué à quatre cent quarante huit milliards trois cent vingt cinq millions (448.325.000.000) de francs CFA contre trois cent quarante deux milliards quatre cent millions (342.400.000.000) de francs CFA de prévisions 2005 réajustées. Il augmente de cent cinq milliards neuf cent vingt cinq millions (105.925.000.000) de francs CFA, soit + 25,75%. Cette prévision permet, d'une part, de sauvegarder le noyau dur de l'endettement, et d'autre part, d'honorer les engagements pris par le Gouvernement vis-à-vis des bailleurs de fonds en vue de l'amélioration de la crédibilité du pays, dans l'optique du respect des conditionnalités du programme pour la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance dans le cadre de l'initiative PPTE.

Pour tenir ces engagements, des mesures d'accompagnement ont été préconisées, notamment :

- le respect des critères de convergence de la Communauté Economique et Monétaire des Etats de l'Afrique Centrale (CEMAC), notamment le taux d'endettement public et la non accumulation par l'Etat des arriérés intérieurs et extérieurs sur la gestion courante, conformément aux recommandations de la CEMAC;
- de la mise en place d'un programme de suivi et d'apurement des arriérés ;
- le respect des engagements pris pour le paiement régulier du service échu de la dette publique

b-Les préfinancements pétroliers

Compte tenu du coût très élevé des préfinancements pétroliers (prêts gagés sur le pétrole) et des problèmes qu'ils posent dans les rapports avec les bailleurs de fonds, les nouveaux préfinancements sont strictement interdits dans la gestion des finances publiques et spécialement dans le cadre du programme avec le FMI.

Les opérations de refinancement et/ou de reports de l'encours et/ou d'échéances dues ne sont permises qu'à la condition qu'elles ne donnent pas lieu à un accroissement de l'encours principal existant.

2-2.- DEPENSES COURANTES DE FONCTIONNEMENT

Les dépenses courantes de fonctionnement sont évaluées à deux cent quatre vingt neuf milliards neuf cent millions (289.900.000.000) de francs CFA contre deux cent quarante neuf milliards neuf cent quatre vingt huit millions (249.988.000.000) de francs CFA de prévisions 2005 réajustées, soit une augmentation de trente neuf milliards neuf cent douze millions (39.912.000.000) de francs CFA (+ 15,97%).

Ces dépenses comprennent :

2-2-1. PERSONNEL

Les dépenses de personnel pour l'année 2006 sont arrêtées à la somme de cent trente quatre milliards (134.000.000.000) de francs CFA, contre cent trente milliards (130.000.000.000) de francs CFA de prévision 2005 réajustées, soit une augmentation de Quatre milliards 4.000.000.000) francs CFA (+ 3,08%).

Cette augmentation s'explique par la prise en compte des recrutements autorisés dans les secteurs sociaux conformément aux engagements pris par le gouvernement dans le cadre du programme avec le FMI et la revalorisation du salaire indiciaire de base, conformément aux instructions du Président de la République.

Pour contenir cette prévision, les mesures d'accompagnement ci-après doivent être observées. Il s'agit de :

- l'intensification des opérations de nettoyage du fichier à travers la régularisation des positions administratives ;
- l'informatisation de la gestion du personnel au niveau de la fonction publique en vue de l'émission automatique des préavis de retraite ;
- le contrôle systématique des éléments de rémunération (indemnités, allocations familiales et diverses primes) des agents de l'Etat ;
- le recensement du personnel local des ambassades ;
- le rapprochement des différents fichiers du personnel des départements ministériels avec celui de la solde pour une bonne maîtrise des effectifs des agents de l'Etat ;
- la proscription de la pratique des prolongations d'activité non conformes aux lois et règlements en vigueur ;
- le recensement du personnel de l'Etat par un cabinet indépendant de réputation internationale.

La répartition des crédits du personnel par secteur se présente comme suit :

	The second secon	- Politicenzoelosterannos.
Secteurs Secretion 1997	Previsions 2006	au folal budger.
1- INFRASTRUCTURES		
- Transport, Aviation Civile,	131.145.000	0,10%
- Transports Maritimes et Marine Marchande	90.794.000	0,10%
- Equipement et Travaux Publics	580.000.000	0,43%
- Postes et Télécommunications chargé des Nouvelles Technologies	13.000.000	0,001%
- Mines, Industries Minières et Géologie	297.274.000	0,001%
- Réforme Foncière et Préservation du Domaine Public	211.227.000	0,22%
- Energie et Hydraulique	182.726.000	0,14%
- Construction, Urbanisme et Habitat	373.773.000	
- Sous-total 4	4 879 939 000	0,27% 1, 40 %

2- SECTEUR PRODUCTIF		
- Agriculture, élevage, pêche	2 420 044 000	
- Hydrocarbures	2.439.944.000	1,82%
- Développement industriel et promotion du secteur privé	134.000.000	0,1%
	346.743.000	0,25%
- Petite et Moyenne Entreprise, chargé de l'artisanat	156.257.000	0,12%
- Commerce, Consommation et Approvisionnement	797.000.000	0,60%
- Promotion de la Femme et Intégration au développement	38.616.000	0,03%
- Economie forestière et Environnement	1.452.000.000	1,08%
Soustotal 2	5.364.560.000	4,00%
3- SECTEURS SOCIAUX		
- Santé et Population	9.438.865.246	7,04%
- Enseignement Technique et Formation Professionnelle	3.354.261.814	2,54%
- Enseignement Supérieur	338.463.000	0,25%
- Recherche Scientifique et Innovation Technique	159.537.000	
- Enseignement Primaire et Secondaire	36.943.487.417	0,11%
- Culture et Arts, Tourisme	628.000.000	27,57%
- Sport et Redéploiement de la Jeunesse	620.089.375	0,46%
- Affaires Sociales, Solidarité, Action Humanitaire	2.581.574.695	0,46%
- Travail, Emploi et Sécurité Sociale	928.000.000	1,93%
Sous comanders	54 992/27/8/547	0,69%
		14. 4. Harris Maria (19. 19. 19. 19. 19. 19. 19. 19. 19. 19.
4- SOUVERAINETE		
- Présidence de la République	1.262.106.000	0,94%
- Primature, chargé de la Coordination de l'Action Gvtale et Privatisation	62.955.000	0,04%
- Administration du Territoire et Décentralisation	1.301.000.000	0,98%
- Sécurité et Ordre Public	11.515.000.000	8,60%
- Affaires Etrangères et Francophonie	10.250.000.000	7,64%
- Défense Nationale	29.140.392.000	21,74%

- Garde des Sceaux, Justice et Droits Humains	4.143.000.000	3,10%
- Institutions démocratiques (Parlement)	299.000.000	0,22%
- Présidence, chargé de la Coopération au Développement	39.000.000	0,03%
- Communication, Relations avec le Parlement	1.915.000.000	
ASPERSOUS TOTAL 4 OF THE COMMENT OF	59.927.458.000	4472/6
5- Affaires et Finances Publiques		
- Plan et Aménagement du territoire, intégration économique et NEPAD	1.002.900.320.000	0,75%
- Fonction Publique et Réforme de l'Etat	3.200.869.133	2,39%
- Economie, Finances et Budget	7.632.000.000	5,69%
Sous-Total 5	11.835.769.453	8,83%
TOTAL SECTEURS: The second of	134.000.000.000	100:00%

2-2-2. BIENS ET SERVICES CONSOMMES

Ces dépenses sont estimées pour l'exercice 2006, à la somme de cent cinquante cinq milliards neuf cent millions (155.900.000.000) de francs CFA contre cent dix neuf milliards neuf cent quatre vingt huit millions (119.988.000.000) de francs CFA de prévisions 2005 réajustées, soit une augmentation de trente cinq milliards neuf cent douze millions (35.912.000.000) de francs CFA (+ 29,93%).

Le détail de ces dépenses se présente comme suit :

a - MATERIEL

Les dépenses de matériel pour 2006 sont évaluées à soixante quinze milliards (75.000.000.000) de FCFA contre soixante deux milliards trois cent cinquante huit millions (62.358.000.000) de FCFA de prévisions 2005 réajustées, soit une hausse de douze milliards six cent quarante deux millions (12.642.000.000) de francs CFA (+ 20,27%). Cette augmentation est imputable, entre autres, à la prise en compte des charges courantes découlant de la mise en œuvre de la municipalisation du Département du Niari.

b - Charges communes

Pour quatre vingt milliards neuf cent millions (80.900.000.000) de francs CFA en 2006 contre cinquante sept milliards six cent trente millions (57.630.000.000) de Francs CFA de prévisions réajustées en 2005, soit une augmentation de vingt trois milliards deux cent soixante dix millions (23.270.000.000) de Francs CFA (+ 40,38%), cette inscription renferme notamment un crédit de dix milliards neuf cent millions (10.900.000.000) de francs CFA destinés au paiement des intérêts de la BEAC et son accroissement est imputable à l'augmentation des dépenses pro - pauvres.

Les mesures d'accompagnement suivantes sont préconisées pour tenir cette prévision relative aux biens et services :

- la limitation des paiements par anticipation (PPA) aux seuls cas d'extrême urgence ;
- l'application rigoureuse de la réglementation en matière des marchés et contrats de l'Etat ;
- la notification des crédits aux ministères après déduction des menues recettes autoconsommées ;
- la limitation des missions à l'étranger en mettant à profit les représentations diplomatiques du Congo ;
- le renforcement du contrôle des prestations fournies à l'Etat ;
- la constitution du fichier des opérateurs économiques qui prêtent les services marchands à l'Etat et faire le rapprochement avec les fichiers du CFE, des contribuables des impôts (NIF), des cotisations de la CNSS des bénéficiaires du Trésor;
- la systématisation des contrôles de l'Inspection Générale de Finances (IGF) sur les prestations fournies à l'Etat.

2-3- TRANSFERTS ET INTERVENTIONS

Les dépenses de transferts pour l'exercice 2006 sont arrêtées à la somme de cinq cent quatre vingt quatorze milliards trois cent dix sept millions (594.317.000.000) de FCFA contre six cent vingt sept milliards six cent six millions (627.606.000.000) de francs CFA de prévisions réajustées en 2005, soit une diminution de trente trois milliards deux cent quatre vingt neuf millions (38.289.000.000) de francs CFA (- 5,30%). Cette réduction du niveau des transferts est due à la prise en compte de l'hypothèse prudente de la comptabilisation de l'excédent pétrolier destiné à renflouer le Fonds de Réserves Pétrolières pour 2006.

Ces dépenses comprennent, d'une part, les transferts traditionnels constitués des subventions et des contributions, ainsi que de la prévision annuelle du solde du compte destiné à recevoir l'excédent des ressources pétrolières, et d'autre part, la contribution à l'investissement.

2-3-1. TRANSFERTS HORS CONTRIBUTION A L'INVESTISSEMENT

Les transferts hors contribution à l'investissement se répartissent comme suit :

a- les transferts « traditionnels » pour 161.600.000.000 FCFA contre 135.900.000.000FCFA de prévisions réajustées en 2005, soit une augmentation de 25.700.000.000 FCFA (+18,91%) imputable essentiellement à la prise en compte des pertes générées par l'augmentation des coûts pétroliers de la filière carburant et de la CORAF ainsi qu'à l'augmentation de l'enveloppe de la décentralisation.

Les mesures envisagées pour une meilleure gestion de ces subventions et contributions sont les suivantes :

- la réalisation des audits sur les coûts pétroliers de la filière carburant et de la CORAF;
- la mise en place de l'arsenal juridique et comptable des collectivités locales;
- l'assistance technique de gestion aux collectivités locales;
- l'audit d'exploitation des établissements publics bénéficiaires des subventions de l'État ;
- le contrôle des projets centres de recherche, et établissements publics bénéficiaires de subvention de l'État ;
- le paiement régulier des contributions aux organismes bilatéraux et multilatéraux ;
- la révision des conventions et statuts particuliers des établissements publics en tenant compte de leur capacité financière;
- le recensement régulier des élèves et étudiants bénéficiaires des bourses ou des aides scolaires ;

Les dotations budgétaires les plus significatives dans le volet transferts hors contribution portent sur les rubriques suivantes :

- subvention aux collectivités locales	20.000.000.000 F CFA
- subvention de fonctionnement au Parlement	20.126.487.030 F CFA
- subvention à la filière carburant	16.500.000.000 F CFA
- CORAF	16.400.000.000 F CFA
- subvention de fonctionnement à l'Université Marien NGOUABI	11.000.000.000 F CFA
- bourses enseignement supérieur	6.083.000.000 F CFA
- subvention de fonctionnement au CHU	6.350.000.000 F CFA

- subvention à la filière maritime	2.725.512.970 F CFA
- hôpitaux de l'intérieur	3.000.000.000 F CFA
- subvention S.N.E	1.000.000.000 F CFA
- Financement des projets de réinsertion	2.335.677.000 F CFA
- subvention de fonctionnement à l'hôpital de LOANDJILI	2.100.000.000 F CFA
- campagne d'éducation et vulgarisation contre le SIDA	1.635.945.000 F CFA
- opération distribution semences et encadrement paysans	1,599.465.000 F CFA

b- le fonds de stabilisations des recettes pour 251.518.000.000 FCFA contre 351.171.000.000 FCFA au budget 2005 réajusté (soit-28,37%), Cette rubrique constitue, aux termes du protocole d'accord technique (titre III- ajustement), la portion prévisionnelle de l'excédent des ressources pétrolières réalisable en fin 2006, à transférer dans le compte spécial du trésor ouvert à cet effet par la loi n° 18-2005 du 28 octobre 2005 portant loi de finances rectificative pour l'année 2005, si la tendance observée en 2005 se poursuit sur le marché pétrolier.

2- 3- 2. CONTRIBUTION A L'INVESTISSEMENT

La contribution du budget de fonctionnement à l'investissement est arrêtée pour l'année 2006 à deux cent un milliards cent quatre vingt dix neuf millions (201.199.000.000) de francs CFA contre cent quarante milliards cinq cent trente cinq millions (140.535.000.000) de francs CFA de prévisions 2005 réajustées, soit une augmentation de soixante milliards six cent soixante quatre millions (60.664.000.000) de francs CFA (+ 43,17%).

Cette dotation permet d'affirmer la volonté du gouvernement de mettre un accent particulier sur l'autofinancement des projets stratégiques du plan triennal d'investissement public 2005-2007, en prenant appui sur les axes prioritaires dégagés dans le Document de Stratégie de la Réduction de la Pauvreté-Intérimaire (DSRP-I).

TABLEAU RECAPITULATIF DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT 2006

DESIGNATIONS	Previs		Variation	S ABSOLUES	% DE VARIATION	% DU TOTAL RESSOURCES 2006
	2005 Réajustées	2006				
Titre V- DETTE PUBLIQUE						
- Dette extérieure	244 801 000 000	227 069 000 000		17 732 000 000	-7,24	16,79
- Dette intérieure (+Compte d'avance et Frais)	97 599 000 000	109 856 000 000	12 257 000 000	•	12,57	8,12
- Autres Dépenses de Trésorerie	-	111 400 000 000	111.400 000 000		100,00	10,08
Sous- total Titre V	····342 400 000 000	448,325,000 000	123 657 000 000	17.732.000.000	ay ay fady in Serv	
Titre VI - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	·					
- Personnel	130 000 000 000	134 000 000 000	4 000 000 000		+3,08	9,90
- Matériel	62 358 000 000	75 000 000 000	12 642 000 000		+20,27	5,54
- Charges communes	57 630 000 000	80 900 000 000	23 270 000 000		+40,37	5,98
Sous- total Titre VI	249 988 000 000	289 900 000 000	39.912.000.000	a de Cara de La Cara de Cara d	4/15,96	
Titre VII - TRANSFERTS ET INTERVENTIONS						
- Transferts hors Contribution	487 071 000 000	413 118 000 000		73 953 000 000	-15,18	30,54
Contribution à l'investissement	140 535 000 000	201 199 000 000	60 664 000 000		+43,16	14,88
Sous-total Litre VII.	627606(000:000	614317 000 000	50 SS/500000			
				्र [्] भारक ≅्रश्चित्रश्चाताता श्राताता	€5,60	rsex 43,94
TOTAL GENERAL	1+219 994 000 000	1 352 542 000 000	249-233-000-000	111 685 000 000	11/27	100.00

B - INVESTISSEMENT

Le volet investissement du budget de l'État exercice 2006 est arrêté en recettes et en dépenses à la somme de deux cent quarante vingt cinq milliards sept cent deux millions (285.702.000.000) de francs CFA contre deux cent onze milliards neuf cent cinquante huit millions (211.958.000.000) de francs CFA de prévisions 2005 réajustées, soit une hausse de soixante treize milliards sept cent quarante cinq millions (73.744.000.000) de francs CFA (+34,79%). Cet accroissement traduit la volonté du Gouvernement de consacrer essentiellement les ressources disponibles aux projets d'investissements publics concourant à l'amélioration du cadre de vie de la population, à la réhabilitation et à la construction des infrastructures de base, au désenclavement de certains départements, à la lutte contre la pauvreté et la promotion de l'emploi.

I - DES RESSOURCES

Les investissements pour l'exercice 2006 sont financés à **75,60**% par les ressources propres, à **11,47**% par les emprunts et à **12,93**% par les dons.

Ces ressources sont reparties ainsi qu'il suit :

B.1-1.- MOYENS LIBREMENT AFFECTABLES

a) Ressources propres :

-	Contribution du budget de fonctionnement :	201.199.000.000 F CFA
	Provision pour investissements diversifiés :	14.801.000.000 F CFA
	Sous-total a :	216.000.000.000 F CFA
	Total MLA :	216 000 000 000 5 054

B.1-2.- EMPRUNTS

- Emprunts affectés :		32.751.000.000 F CFA
	Sous-total Emprunts :	32.751.000.000 F CFA
B.1-3 <u>Dons</u> :	TOTAL RESSOURCES HORS DONS :	248.751.000.000 F CFA
- Dons :		36.951.000.000 F CFA
	Total Dons :	36.951.000.000 F CFA
e e	TOTAL RESSOURCES D'INVESTISSEMENT :	285.702.000.000 F CFA

TABLEAU RECAPITULATIF DES RESSOURCES D'INVESTISSEMENT 2006

Designations	Previsions		Variations		% PAR % DE RAPPORTAU	
An english and the second seco	2005 Realustees	2006	1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	CONTRACTOR STATE	VARIATION	TOTAL BUDGET:
I - MOYENS LIBREMENT AFFECTABLES			A THE CONTRACT OF THE CONTRACT			A STATE OF THE STA
1- Ressources propres	,			,	<u> </u>	
- Contribution à l'investissement	140.535.000.000	201.199.000.000	60.664.000.000		43,17	70,42
- Provision pour Investissements Diversifiés	12.565.000.000	14.801.000.000	2.236.000.000		17,80	5,18
Sous-total 1	£153,100,000,000	216.000.000.000	- 62:900:000:000		41,08	75.60
Total I	153.100.000.000	216.000.000.000	62,900,000,000		41.08	75.60
II - EMPRUNTS		:				
- Emprunts Etat	35.000.000.000	32.751.000.000		-2.249.000.000	-6,43	11,47
Totalilie	- :35,000,000,000	- 32,751,000,000		-2,24 9,000,000	-6,46	11:47
TOTAL RESSOURCES HORS DONS (1+11)	188,100,000,000	248.751 000 000	60 651 000 000		24.38	87.07
III - Dons						
- Dons	23.858.000.000	36.951.000.000	13.093.000.000		-54,88	12,93
rotajije	3.858 000 000	364951,0001000	13.09310001000	tielle mak	54.88	1293
TOTAL GENERAL	211.958.000.000	285,702,000,000	75.993.000.000	-2.249.000,000	4-mi34-79	100:00

II - DES CHARGES

Les crédits de paiement sont arrêtés pour 2006 à deux cent quarante vingt cinq milliards sept cent deux millions (285.702.000.000) de francs CFA contre deux cent onze milliards neuf cent cinquante huit millions (211.958.000.000) de francs CFA de prévisions 2005 réajustées, en hausse de soixante treize milliards sept cent quarante cinq millions (73.744.000.000) de francs CFA (soit + 34,79%).

La répartition par secteur de l'investissement en 2006, dominée par le poids des secteurs de base, notamment par le secteur des infrastructures (énergétiques, communications et télécommunications), l'éducation, la santé et les affaires sociales, ainsi que par l'importance accordée au secteur productif (hydrocarbures, économie forestière et environnement), se présente ainsi qu'il suit :

TABLEAU DE REPARTITION DES CREDITS DE PAIEMENT PAR SECTEUR (en milliards de FCFA)

SECTEURS	PREVISIONS 2006	PART en %
1. INFRASTRUCTURES DE BASE	137 121	47,99
-TRANSPORTS ET AVIATION CIVILE	10550	3,69
-EQUIPEMENT ET TRAVAUX PUBLICS	41909	14,67
-ENERGIE ET HYDRAULIQUE	76647	26,83
-POSTES- TELECOM & N. TECHNOLOG, DE LA COMMUNICATION	4316	1,51
-CONSTRUCTION URBANISME ET HABITAT	3215	1,13
-REFORME FONCIERE ET PRESERVATION DU DOMAINE PUBLIC	484	0,17
2. SECTEURS SOCIAUX	43 459	15,21
-ENSEIGNEMENT PRIMAIRE- SECONDAIRE - ALPHABETISATION	11541	4,04
-ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	1150	0,40
- RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION TECHNIQUE	522	0,18
-ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL	2475	0,87
-TRAVAIL- EMPLOI- SECURITE SOCIALE	508	0,18
-SANTE ET POPULATION	20792	7,28
-AFFAIRES SOCIALES- SOLIDARITE- ACT° HUMAN ET FAMILLE	706	0,25
-CULTURE- ARTS ET TOURISME	2250	0,79

	}	0,20
ROMOTION DE LA FEMME ET INTEGRATION DE LA FEMME AU	568	1,03
	2947	
PORTS ET REDEPLOIEMENT DE LA JEUNESSE		12,80
	36 561	0,30
3. SECTEUR PRODUCTIF	858	0,70
HYDROCARBURES	2006	2,98
CONOMIE FORESTIERE ET ENVIRONNEMENT	8508	
AGRICULTURE ELEVAGE ET PECHE		1,00
AGRICOLITORS DU SECT PRIVE	2864	0.00
DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET PROMOTION DU SECT. PRIVE	2790	0,98
COMMERCE - CONSOMMATION ET APPROVISIONNEMENTS	472	0,17
COMMERCE - CONSCINUATION	1110	0,39
PME CHARGE DE L'ARTISANAT MINES INDUSTRIES MINIERES ET GEOLOGIE MARCHANDE	873	0,31
- MINES INDUSTRIES MINIERES ET MARINE MARCHANDE	673	
- TRANSPORTS MARITIMES ET MISICO	17 080	5,98
4. AFFAIRES ET FINANCES PUBLIQUES		4.52
4. AFFAIRES ET FINANCES	12928	1.27
-PLAN- AMENAG DU TERRIT - INTEGRAT° ECON ET NEPAD	3624	0,18
- ECONOMIE - FINANCES ET BUDGET	528	0,00
-FONCT° PUBLIQUE ET REFORME ETAT		24,00
-FONCT 1 ODE:	68 561	
5. SOUVERAINETE	10 833	3,79 0,30
-PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	860	
COORDINAT" 'ACTION GOOVERNALITY	33262	11,64
-ADMINISTRAT° TERRITOIRE ET DECENTRALISATION	6500	2,28
THE AIRCE ETRANGERES ET FRANCOPHONIE	394	0,14
- AFFAIRES ETRANOLISCS - PRESIDENCE, COOPERATION AU DEVELOPPEMENT	2 533	0,89
JUSTICE ET DROITS HUMAINS		1,95
-PRESIDENCE, DEF. NAT. ANC. COMBAT. ET MUT. DE GUERRE	5580	1,19
-PRESIDENCE, DEF. NAT. ANC. COMBAT. 2	3393	0.51
-SECURITE ET ORDRE PUBLIC -COMMUNICATION CHARGE DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT-	1443	
PORTE PAROLE DU GOUVERNEMENT	3 763	1,32
INSTITUTIONS DEMOCRATIQUES	285 702	100,00
TOTAL		<u>-</u>

II.- DES BUDGETS ANNEXES ET DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

II.1- DES BUDGETS ANNEXES

Il n'est pas ouvert des budgets annexes au titre de l'année 2005.

II.2- DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Est autorisé pour l'année 2005, le fonctionnement des comptes spéciaux du trésor ci-après :

1- Fonds Forestier

Textes de référence : - Loi n° 16/2000 du 20 novembre 2000

- Décret n° 2002-434 du 31décembre 2002

CHARGES	RESSOURCES
Dépenses d'exécution du programme annuel Remboursement des avances Dépenses éventuelles Annuités et intérêts des emprunts Renouvellement du matériel	 Taxe d'aménagement Contribution du budget de l'Etat Subventions Emprunts Produits des services Avances Report des exercices clos

2- Fonds sur la protection de l'environnement

Textes de référence : - Loi n° 003-91 du 23 avril 1991

- Décrets n° 99/149 du 23 août 1999 ; Décret n° 86/775 du 7 juin 1986

CHARGES	RESSOURCES
 Intervention en cas de catastrophe naturelle aux activités De protection D'assainissement De promotion de l'environnement 	 Subvention annuelle de l'Etat Produit de taxes et amendes prévus par la présente loi et ses textes d'application Concours financiers des organismes de coopération internationale ou toute autre origine au titre des actions en faveur de la protection de l'environnement Dons et legs

CORPS DE LA LOI

REPUBLIQUE DU CONGO Unité - Travail - Progrès

LE PARLEMENT

Loi n° 12-2006 du 31 mars 2006 portant loi de finances pour l'année 2006

L'Assemblée Nationale et le Sénat ont délibéré et adopté ; Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

PREMIERE PARTIE: DE LA DETERMINATION DES RESSOURCES ET DES CHARGES ET DES CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

TITRE 1er: DES DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES, AUX CHARGES ET A L'EQUILIBRE FINANCIER

Chapitre 1er: Des dispositions relatives aux ressources

Paragraphe 1er: Des impôts et revenus autorisés

<u>Article premier</u>: Continue d'être opérée pendant l'année 2006, la perception des impôts, produits, revenus et taxes parafiscales affectés à l'Etat, aux collectivités locales, aux établissements publics et aux organismes divers habilités à les percevoir conformément aux lois et règlements et aux dispositions de la présente loi de finances.

Chapitre 2: Des dispositions relatives aux charges

Paragraphe 2 : Des charges autorisées

<u>Article deuxième</u>: Les charges du budget général de l'Etat sont autorisées par les prévisions de la présente loi et sont exécutées conformément aux dispositions des lois et règlements en vigueur dans la République.

Chapitre 3 : Des dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges

Paragraphe 3 : De l'équilibre du budget

<u>Article troisième</u>: Conformément aux voies et moyens, le budget général de l'Etat est arrêté en équilibre en recettes et en dépenses; le besoin de financement relatif aux limites des ressources propres étant couvert par le recours aux ressources externes.

Pour l'exercice 2006, les ressources affectées au budget, les plafonds des charges et l'équilibre général qui en résulte, sont fixés aux montants suivants :

TABLEAU D'EQUILIBRE BUDGETAIRE

	Parevisions 2005 Per Readus Mees	Previsions 2006	The Wards in 1985
I DEPENSES			
A Dépenses courantes hors Dette		·	
1.1. Personnel1.2. Matériel1.3. Charges Communes1.4. Transferts hors Contribution	130 000 000 000 62 358 000 000 57 630 000 000 487 071 000 000	134 000 000 000 75 000 000 000 80 900 000 000 413 118 000 000	4 000 000 000 12 642 000 000 23 270 000 000 - 73 953 000 000
B Dépenses d'investissement	211 958 000 000	285 702 000 000	73 744 000 000
C Service de la Dette	342 325 000 000	448 325 000 000	130 925 000 000
Sous-Total Depenses (A + B + C)	1 291 417 000 000	1 437 045 000 000	343 534 000 000
WAY STANDER GENERAL TO THE TOTAL TO THE TOTAL TO THE TOTAL TO THE TOTAL TOTAL TO THE TOTAL TOTAL TO THE TOTAL TO THE TOTAL TO THE TOTAL TOTAL TOTAL TO THE TOTAL TOTAL TO THE TOTAL	5 4 4 17 000 000	1 437 045 000 000	* 343/534-000-000
II RECETTES			
A. Recettes Fiscales B. Recettes du Domaine C. Recettes de Services D. Ressources de Transferts E. Ressources d'Investissement - P.I.D.	210 000 000 000 1 000 544 000 000 9 300 000 000 150 000 000 12 565 000 000	229 100 000 000 1 112 992 000 000 10 300 000 000 150 000 000 14 801 000 000	19 100 000 000 112 448 000 000 1 000 000 000 0 2.236 000 000
SOUS-TOTAL RECETTES (RESSOURCES PROPRES)	1 232 559 000 000	1 367 343 000 000	134 784 000 000
WESTER CARE TO THE RESERVE OF THE PROPERTY OF			
A. Emprunts d'Etat B. Don	35.000.000.000 23 858 000 000	32 751 000 000 36 951 000 000	-2 249 000 000 13 093 000 000
LA KOTAL RESSOURCES EXTERNES AND LOCAL COMPANY OF THE	58 858 000 000	######69\%02\000\000	* 15 342 000 000

Paragraphe 4: De l'autorisation de contracter

<u>Article quatrième</u>: En application de l'article 73 de la loi n° 1-2000 du 1^{er} février 2000 portant loi organique relative au régime financier de l'Etat, le Ministre de l'Economie, des Finances et du Budget est autorisé par délégation du Président de la République, à contracter au nom de l'Etat, pour l'année 2006, des emprunts tant sur le marché financier intérieur qu'auprès des organismes internationaux ou multilatéraux et à recourir :

- à des conversions d'emprunts et à des opérations de consolidation de la dette publique ;
- aux avances de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) dans les conditions fixées par les statuts de cet établissement.

TITRE II: DES VOIES ET MOYENS

Chapitre 4: Des Dispositions Fiscales

<u>Article cinquième</u>: Le Code Général des Impôts, la loi n° 12-97 du 12 mai 1997 telle que modifiée par la loi n° 17-2000 du 31 décembre 2000 relative à la taxe sur la valeur ajoutée et la loi n° 33-2003 du 30 décembre 2003 qui institue la taxe sur les transferts de fonds, ainsi que les dispositions douanières, sont modifiés comme ci-après par la présente loi.

I - MODIFICATIONS DU CODE GENERAL DES IMPOTS (CGI)

A-TOME 1:

Paragraphe 1 : De l'impôt sur le revenu des personnes physiques

Article 17 nouveau

Sous réserve des dispositions ci-après, les règles de détermination du résultat sont définies par les articles 109 à 121 du présent code.

Toutefois, en ce qui concerne les bénéfices commerciaux, industriels, artisanaux et agricoles, le bénéfice net imposable est égal à la différence entre les produits réalisés et les charges engagées par l'entreprise.

Le bénéfice net est constitué par la différence entre les valeurs de l'actif net à la clôture et à l'ouverture de la période dont les résultats doivent servir de base à l'impôt, diminuée des suppléments d'apport et augmentée des prélèvements effectués au cours de cette période par l'exploitant.

L'actif net s'entend de l'excédent des valeurs d'actif sur le total formé au passif par les créances des tiers, les amortissements et les provisions justifiées.

Article 88 nouveau

Alinéa 1 sans changement

De même, le montant d'un impôt payé à la suite d'une taxation d'office ne peut être considéré comme charge déductible du bénéfice imposable de l'exercice en cause.

Paragraphe 2 : Des Patentes et Licences

Article 314 nouveau

La patente est établie, selon les activités exercées, en fonction de la nomenclature, la classe, la localité ou les types de taxes indiqués ci-après :

1-Les classes de la patente sont déterminées ainsi qu'il suit :

Tableau A		
Nomenclature	classe	
Radio ou Télévision privée (exploitant une)	2	

TABLEAU B (nouveau)

NOMENCLATURE	TAXE DETERMINEE		TAXES VARIABLES		
	(a) zone 1 zone 2 zone 3	Par employé (b)	zone 1 Par employé (b)		ents
	·		Désignation	Montant	
Journal privé (exploitant un)	30.000 20.000 15.000	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	Par employé jusqu'à 10 Par employé en sus de 10 Par mégahertz	300 250 200	

Article 343 nouveau

Sont exemptés de la taxe, les locaux dans lesquels sont exercées des professions exonérées de la contribution des patentes ainsi que les professions relevant des 9eme et 10eme classes du tableau A du tarif des patentes ou du tableau B lorsque la taxe déterminée est inférieure ou égale au droit en principal afférent à la 10eme classe du tableau A. Toutefois les hôtels relevant des 9ème et 10èm classe du tableau A ne sont pas visés par cette exemption.

Paragraphe 3 : Simplification du pouvoir de décision en matière contentieuse et de la procédure de notification de la décision.

Article 430 bis nouveau

Le pouvoir de statuer est exercé :

- a) Au niveau des Inspections Divisionnaires des Contributions Directes et Indirectes, des Recettes de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre, des Services de la Conservation des Hypothèques et de la Propriété Foncière et des Unités des Grandes Entreprises :
- par le Directeur Général des Impôts lorsque, par article, les droits et pénalités contestés sont inférieurs ou égaux à deux cent millions (200.000.000) de francs après les avis des intéressés ;
- par le Ministre des Finances au delà de deux cent millions (200.000.000) de francs après avis du Directeur Général des Impôts.
- b) Au niveau des Brigades de Vérifications :
- par le Directeur Général des Impôts lorsque, par article, les droits et les pénalités contestés sont inférieurs ou égaux à 20% du montant de l'article après avis du Directeur des Vérifications Générales et des Enquêtes Fiscales et du Directeur de la Législation et du Contentieux ;
- par le Ministre des Finances au-delà de 20% du montant de l'article après avis du Directeur Général des Impôts.

Article 433 nouveau

Après les différents avis recueillis, la décision est notifiée par le Directeur Général des Impôts au requérant, à l'agent de recouvrement et à l'agent qui a établi la taxation.

<u>Paragraphe 4</u>: <u>Précisions sur le taux et le sort de la caution de garantie de 20% payée à l'occasion du dépôt d'une requête introductive d'instance en matière contentieuse</u>

Article 441 nouveau

Alinéas 1 et 6 : sans changement

Alinéa 7 : L'instruction par l'administration de toute réclamation fiscale est assujettie au dépôt préalable auprès du comptable public d'une garantie d'un montant égal à 20% des sommes contestées.

Alinéa 8 : Sans changement.

Article 458 bis nouveau

Toute réclamation contentieuse doit être accompagnée d'une quittance de dépôt de garantie et des droits de traitement tels que visés à l'article 441 du présent code. A la suite de l'extinction du contentieux, le montant de la garantie constitue un acompte lorsque la réclamation du contribuable est non fondée..

En cas de cessation d'activités, il sera procédé au remboursement des sommes dues.

Le droit de traitement prévu à l'article 441 ci-dessus est définitivement acquis au trésor public.

<u>Paragraphe 5</u>: Extension des sanctions pour défaut ou retard dans le versement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, de la taxe d'apprentissage à la taxe forfaitaire

Article 512 nouveau

Alinéa 1 Sans changement

Alinéa 2 : Les mêmes pénalités sont appliquées en ce qui concerne le versement de la taxe d'apprentissage_et de la taxe forfaitaire prévue par les articles 141 à 156, 171 bis et suivants du présent code.

B-TOME II:

Paragraphe 6: Des droits d'enregistrement

Article 235 nouveau

Alinéa 1 : Sans changement

Alinéa 2 : Les dispositions de l'alinéa 1 ci-dessus s'appliquent également aux bons de commande dont le coût total des opérations est égal ou supérieur à 10.000.000 F CFA.

II - MODIFICATIONS DE LA LOI N° 12-97 DU 12 MAI 1997 INSTITUANT LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE MODIFIEE PAR LA LOI N° 17-2000 DU 31 DECEMBRE 2000 PORTANT LOI DE FINANCES POUR L'EXERCICE 2001

Paragraphe 7: Précision sur principe de l'affectation et limitation du droit à déduction : Articles 18, 22 et 22 bis de la loi n° 12-97 du 12 mai 1997 sur la taxe sur la valeur ajoutée, modifiée par la loi n°17-2000 du 31 décembre 2000.

Article 18 nouveau

- 1) La TVA ayant frappé en amont les éléments du prix d'une opération imposable est déductible de la TVA applicable à cette opération, pour les assujettis immatriculés et soumis au régime du réel. Les biens et services pour lesquels la TVA est admise en déduction doivent être nécessaires et affectés à l'exploitation.
- la TVA qui a grevé les éléments du prix d'une opération imposable est déductible le mois suivant pour tout assujetti de la TVA applicable aux opérations imposables.

Le reste sans changement.

Article 22 nouveau

Les entreprises qui ne réalisent pas exclusivement des opérations ouvrant droit à déduction doivent, dès la réalisation de leurs dépenses, les affecter soit à leurs activités imposables, soit à leurs activités non imposables

Lorsque les biens et services concourent exclusivement à la réalisation des opérations ouvrant droit à déduction, la TVA qui les a grevées est déductible.

Lorsque les biens et services concourent exclusivement à la réalisation des opérations n'ouvrant pas droit à déduction, la TVA qui les a grevées n'est pas déductible.

Lorsque les biens et services concourent à la fois à la réalisation d'opérations ouvrant droit à déduction et à la réalisation d'opérations n'ouvrant pas droit à déduction, seule une fraction de la taxe qui les a grevées est déductible par application d'un prorata.

DISPOSITIONS NOUVELLES

Paragraphe 7 : précision sur le prorata de déduction sur la base des dispositions du paragraphe 2 de l'article 22 ancien.

Article 22 bis

Le prorata prévu à l'article 22 nouveau ci-dessus est le rapport entre :

- au numérateur, le montant hors taxes des recettes ou du chiffre d'affaires afférent à des opérations soumises à la TVA, augmenté du montant des exportations et du chiffre d'affaires taxable mais détaxé en application des franchises exceptionnelles ou des conventions d'établissement ;
- au dénominateur, le montant du chiffre d'affaires total hors taxes réalisé par l'assujetti.

III - MODIFICATIONS DE LA LOI N° 33-2003 DU 30 DECEMBRE 2003 INSTITUANT LA TAXE SUR LES TRANSFERTS DE FONDS

<u>Paragraphe 8</u>: <u>De la taxe sur les transferts de fonds</u> (extension de la taxe sur les transferts de fonds aux opérations de vente de devises à l'intérieur du pays)

Article 3 nouveau

La taxe sur les transferts de fonds frappe les opérations de transferts de fonds à l'étranger et de vente de devises à l'intérieur du pays, quelque soit l'opérateur qui procède aux dites opérations.

DEUXIEME PARTIE: DES BUDGETS ET COMPTES SPECIAUX

TITRE 1er: DU BUDGET GENERAL

<u>Article sixième</u>: Le budget général pour l'exercice 2006 est arrêté en recettes et en dépenses à la somme de Mille Trois Cent Cinquante Deux Milliards Cinq Cent quarante Deux Millions (1.352.542.000.000) de francs CFA, et est réparti comme suit :

- Fonctionnement hors contribution à l'investissement :	1.066.840.000.000 FCFA
- Investissement :	285.702.000.000 F CFA
A- FONCTIONNEMENT	
- recettes :	1.352.542.000.000 FCFA
- déduction de la contribution à l'investissement :	201.199.000.000 FCFA
	1.151.343.000.000 FCFA
B- Investissement	
- contribution du budget de fonctionnement :	201.199.000.000 F CFA
- autres ressources	84.503.000.000 F CFA
	285.702.000.000 FCFA

Chapitre 1er: Du FONCTIONNEMENT

Paragraphe 1 : Des ressources :

<u>Article septième</u>: Les ressources de fonctionnement de l'Etat pour l'exercice 2006 sont évaluées à la somme de mille trois cent cinquante deux milliards cinq cent quarante deux millions (1.352.542.000.000) de francs CFA.

Ces ressources sont réparties comme suit :

Titre I: Recettes Fiscales		
- impôts et taxes intérieurs :		173.400.000.000 F CFA
- droits et taxes de douanes :	Sous-total :	55.700.000.000 F CFA 229.100.000.000 F CFA
Titre II : Recettes du Domaine et des Servic	<u>es</u>	
- redevance pétrolière :	•••••••••••••••••••••••••••••••••••••••	704.976.000.000 F CFA 408.016.000.000 F CFA
- recettes des services :	Sous-total :	10.300.000.000 F CFA
	Sous-total :	1.123.292.000.000 F CFA
Titre III : Ressources de Transferts		
- contribution des organismes divers : .	Sous-total :	150.000.000 F CFA 150.000.000 F CFA
Titre IV : Ressources Externes		
- ressources en capital :	Sous-total :	néant
Total Ressources :	Sous-total:	néant 1.352.542.000.000 F CFA

Paragraphe 2 : Des Charges

a.- Répartition des charges par nature

<u>Article huitième</u>: Les charges de fonctionnement de l'Etat pour l'exercice 2006 sont arrêtées à la somme de mille trois cent cinquante deux milliards cinq cent quarante deux millions (1.352.542.000.000) de francs CFA.

Ces charges sont ainsi réparties :

Titre V	:	Dette	Publiq	ue

		•
 Dette extérieure (Gestion CCA) : Dette intérieure (Gestion CCA) : Autres dépenses de trésorerie 	······································	227.069.000.000 F CFA 109.856.000.000 F CFA 111.400.000.000 F CFA
·	Sous-total :	448.325.000.000 F CFA
<u>Titre VI</u> : <u>Charges de Fonctionnement</u>		
- Personnel : Biens et services consommés :	Sous-total :	134.000.000.000 F CFA 155.900.000.000 F CFA 289.900.000.000 F CFA
<u>Titre VII</u> : <u>Transferts et Interventions</u>		
 Transferts hors contribution à l'investissement : Contribution à l'investissement : 	Sous-total :	413.118.000.000 F CFA 201.199 <u>.000.000</u> F CFA 614.317.000.000 F CFA

b.- Dette extérieure gagée sur le pétrole

<u>Article neuvième</u>: Les préfinancements pétroliers sont proscrits. Seules les opérations de refinancement et/ou de reports de l'encours existant et/ou d'échéances dues sont permises, mais ne doivent pas donner lieu à un accroissement de l'encours principal existant.

c.- Répartition par fonction

Article dixième : La répartition des charges de fonctionnement par fonction et par ministère, est présentée comme suit :

Fonction 1 : Législatif, Exécutif et Administrations Générales

Section 112 :	Assemblée N	<u>lationale</u>				. •		
	Personnel Matériel Sous-total		299.000.000 néant 299.000.000	FCFA	Transferts Total A.N	13.776.487.030 14.075.487.030		
Section 113 :	<u>Sénat</u>						ē	
	Personnel Matériel Sous-total		Néant Néant Néant	FCFA	Transferts Total Sénat	6.350.000.000 6.350.000.000		
Section 114:	Palais du pa	rlement			·			
	Personnel Matériel Sous-total		Néant F Néant F Néant F	-CFA	Transferts Total P.CAG	150.000.000 150.000.000		FCFA FCFA

Section 140 :	Présidence d	le la République				
	Personnel Matériel Sous-total		1.262.106.000 FCFA 14.012.834.000 FCFA 15.274.940.000 FCFA	Transferts Total P.R	2.459.500.000 17.734.440.000	
Section 150 :	<u>Primature, cl</u>	nargée de la Coord	dination de l'Action du G	ouvernement et des Priv	atisations	
620 : 610 :	Personnel Matériel Sous-total		62.955.000. FCFA 1.200.000.000 FCFA 1.262.955.000 FCFA	Transferts Total P.CAG	515.000.000 1.777.955.000	
<u>Section 160</u> :	Ministère d'E	tat, Affaires Etrai	ngères et Francophonie			
	Personnel Matériel Sous-total			Transferts Total MAECF	578.000.000 13.018.000.000	
Section 161 :	Présidence,	chargée de la Coo	pération au Développem	ent		
	Personnel Matériel Sous-total			Transferts Total MDCDF	néant 339.000.000	
					300.000.000	· VI A
Section 170 :	Ministère de	l'Administration d	lu Territoire et de la Déce	ntralisation	333,033,033	IOIA
620 :	Ministère de Personnel Matériel Sous-total	l'Administration d	1.301.000.000 FCFA 440.000.000 FCFA			FCFA
620 :	Personnel Matériel Sous-total		1.301.000.000 FCFA 440.000.000 FCFA 1.741.000.000 FCFA	Transferts	20.000.000.000	FCFA

Cour Consti	<u>tutionnelle</u>					
Personnel Matériel Sous-total	••••••	néant FC	FA		700.000.000 700.000.000	
Ministère d'I	Etat, Fonction Publi	ique et Réforme de l	'Etat	1		
Personnel Matériel Sous-total		500.000.000 FC	FA		350.000.000 4.050.869.133	
<u>Médiateur d</u>	e la République					
Personnel Matériel Sous-total		néant FC	FA	Transferts Total M.R	350.000.000 350.000.000	
		RECAPITULATI	ON			
	- Matériel Sous-total - Transferts	I	. 2 . 5	3.115.834.000 F CFA 61.045.764.133 F CFA 65.928.987.030 F CFA		:
			<u>t</u>			
	Personnel Matériel Sous-total Ministère d'I Personnel Matériel Sous-total Médiateur de Personnel Matériel Sous-total	Ministère d'Etat, Fonction Publ Personnel Matériel Sous-total Médiateur de la République Personnel Matériel Sous-total - Personnel - Matériel Sous-total - Transferts Total Font	Personnel néant FC Matériel néant FC Sous-total néant FC Ministère d'Etat, Fonction Publique et Réforme de l Personnel 3.200.869.133 FC Matériel 500.000.000 FC Sous-total 3.700.869.133 FC Médiateur de la République Personnel néant FC Matériel néant FC Sous-total néant FC Sous-total néant FC RECAPITULATI - Personnel néant FC Sous-total néant FC RECAPITULATI - Transferts Total Fonction 1.	Personnel néant FCFA Matériel néant FCFA Sous-total néant FCFA Ministère d'Etat, Fonction Publique et Réforme de l'Etat Personnel 3.200.869.133 FCFA Matériel 500.000.000 FCFA Sous-total 3.700.869.133 FCFA Médiateur de la République Personnel néant FCFA Matériel néant FCFA Sous-total néant FCFA RECAPITULATION - Personnel 2 - Matériel 2 - Sous-total 5 - Transferts 4 Total Fonction 1	Personnel néant FCFA Transferts Sous-total néant FCFA Total C.C Ministère d'Etat, Fonction Publique et Réforme de l'Etat Personnel 3.200.869.133 FCFA Matériel 500.000.000 FCFA Transferts Sous-total 3.700.869.133 FCFA Total MFPRE Médiateur de la République néant FCFA Transferts Personnel néant FCFA Transferts Sous-total néant FCFA Total M.R. RECAPITULATION - Personnel 27.929.930.133 F CFA - Matériel 23.115.834.000 F CFA Sous-total 51.045.764.133 F CFA - Transferts 45.928.987.030 F CFA Total Fonction 1 96.974.751.163 F CFA	Personnel

7.632.000.000 FCFA

3.569.666.000 FCFA Transferts.....

11.201.666.000 FCFA Total MEFB.....

620: Personnel

Sous-total

610 : Matériel

301.694.447.970 FCFA

312.896.113.970 FCFA

Section 293 : Conseil Economique et Social

	Sous-total	 néant FCFA	Total CES	1.250.000.000 FCFA
610 :	Matériel	 néant FCFA	Transferts	1.250.000.000 FCFA
620 :	Personnel	 neant FCFA	•	

RECAPITULATION

F CFA F CFA F CFA F CFA
FCFA
r F CFA
F CFA
FCFA
F CFA
)

Fonction 3 : Défense, Sécurité et Justice

Section 310 : Ministère à la Présidence, Défense Nationale, Anciens Combattants et Mutilés de Guerre

Sous-to	tal	43.218.392.000 FC	FA Total MDNACMG	
610 : Matériel	**************	14.078.000.000 FC	FA Transferts	105.000.000 FCFA
620: Personn	el	29.140.392.000 FC	FA	

Section 330 : Ministère de la Justice et des Droits Humains, Garde des Sceaux

620: Personnel	***************************************	4.143.000.000 FCFA		
610 : Matériel			Transferts	
Sous-total	****************	4.793.000.000 FCFA	Total MJDHGS	5.338.000.000. FCFA

Section 331:	Haute Cour d	l <u>e Justice</u>				
	Personnel Matériel Sous-total			Transferts Total HCJ	150.000.000 FCFA 150.000.000 FCFA	
Section 333:	Cour Suprêm	<u>ne</u>				
	Personnel Matériel Sous-total		Néant FCFA néant FCFA Néant FCFA	Transferts	200.000.000 FCFA 200.000.000 FCFA	
Section 335	Cour des Co	omptes				
	Personnel Matériel Sous-total		Néant FCFA néant FCFA Néant FCFA		330.000.000 FCFA 330.000.000 FCFA	
Section 338	Conseil Supe	<u>érieur de la Magistrature</u>				
	Personnel Matériel Sous-total		Néant FCFA néant FCFA Néant FCFA	Transferts Total CSM	150.000.000 FCFA 150.000.000 FCFA	
Section 360:	Commission	Nationale des Droits Huma	iins ·			
	Personnel Matériel Sous-total		Néant FCFA néant FCFA Néant FCFA	Transferts Total CNDH	600.000.000 FCFA 600.000.000 FCFA	
RECAPITULATION						
		- Personnel	•••••••••••••••••••••••••••••••••••••••	33.283.392.000 F CFA 14.728.000.000 F CFA 48.011.392.000 F CFA 2.080.000.000 F CFA 50.091.392.000 F CFA	<u>.</u> .	

Fonction 4 : Infrastructures et Transports

Section 410	<u>Ministère de</u>	l'Equipement et de	s Travaux Public	<u>s</u>		•
	Personnel Matériel Sous-total		580.000.000 574.000.000 1.154.000.000	FCFA	Transferts	
Section 420	<u>Ministère de</u>	la Construction, U	rbanisme et Habit	<u>tat</u>		
	Personnel Matériel Sous-total			FCFA	Transferts Total MCUHRF	
Section 421:	Ministère de	la Réforme Foncièr	<u>e et de la Préserv</u>	ation d	lu Domaine Public	
	Personnel Matériel Sous-total			FCFA	Transferts Total MRFPDP	132.000.000 FCFA 599.227.000 FCFA
Section 450:	Ministère des	Transports et de l'	Aviation Civile			
	Personnel Matériel Sous-total		131.145.000 310.000.000 441.145.000	FCFA	Transferts	527.850.000 FCFA 968.995.000 FCFA
Section 451 :	Ministère des	Transports Maritin	nes et de la Marii	ne Mar	<u>chande</u>	
610 :	Personnel Matériel Sous-total		293.294.000	FCFA FCFA	Transferts Total MEMMM	347.794.000 FCFA
Section 460:	Ministère des	Postes et Télécom	munication char	gé de N	louvelles Technologies d	e la Communication
620 :	Personnel Matériel Sous-total		13.000.000 325.000.000	FCFA FCFA	Transferts Total MPTNTC	

Section 470 : Ministère d'Etat, du Plan, Aménagement du territoire, de l'Intégration Economique et du NEPAD

 620 : Personnel
 1.002.900.320 FCFA

 610 : Matériel
 792.000.000 FCFA Transferts
 1.190.000.000 FCFA

 Sous-total
 1.794.900.320 FCFA Total MEPATIE
 2.984.900.320 FCFA

RECAPITULATION

Fonction 5 : Activité du Secteur Primaire

Section 510 : Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche

 620 : Personnel
 2.439.944.000 FCFA

 610 : Matériel
 760.000.000 FCFA Transferts
 4.443.688.000 FCFA

 Sous-total
 3.199.944.000 FCFA Total MAEP
 7.643.632.000 FCFA

Section 520 : Ministère de l'Economie Forestière et de l'Environnement

 620 : Personnel
 1.452.000.000 FCFA

 610 : Matériel
 320.000.000 FCFA Transferts
 1.321.400.000 FCFA

 Sous-total
 1.772.000.000 FCFA Total MEFE
 3.093.400.000 FCFA

Section 530 : Ministère de la Promotion de la Femme et de l'Intégration de la Femme au Développement

 620 : Personnel
 38.616.000 FCFA

 610 : Matériel
 280.000.000 FCFA Transferts
 275.000.000 FCFA

 Sous-total
 318.616.000 FCFA Total MPFIFD
 593.616.000 FCFA

Section 550 :	Ministère des	s Mines, Industries Mir	nières et Géologie		
	Personnel Matériel Sous-total		297.274.000 FCF 325.150.000 FCF 622.424.000 FCF	A Transferts	135.000.000 FCFA 757.424.000 FCFA
Section 560:	Ministère d'E	tat, Hydrocarbures			
	Personnel Matériel Sous-total		134.000.000 FCF 300.000.000 FCF 434.000.000 FCF		704.000.000 FCFA 1.138.000.000 FCFA
Section 570	<u>Ministère de</u>	l'Energie et Hydrauliq	<u>ue</u>		
	Personnel Matériel Sous-total	••••••		A A Transferts A Total MEH	1.235.200.000 FCFA 1.138.000.000 FCFA
		Sous-total Transferts	RECAPITULATION	4.544.560.000 F CFA 2.310.000.000 F CFA 6.854.560.000 F CFA 8.114.288.000 F CFA	

Fonction 6 : Activités des Secteurs Secondaire et Tertiaire

Section 610:	<u>Ministère du</u>	inistère du Développement Industriel, et de la Promotion du secteur privé							
	Personnel Matériel Sous-total			FCFA	Transferts Total MDIPSP	267.500.000 887.901.000			
Section 620 :	Ministère du	Commerce de la Co	nsommation et	des Ap	provisionnements				
	Personnel Matériel Sous-total			FCFA	Transferts	599.000.000 1.746.000.000			
Section 621	Ministère de	s Petites et Moyenne	es Entreprises, d	hargé (de l'Artisanat				
	Personnel Matériel Sous-total		156.257.000 226.342.000 382.599.000	FCFA	Transferts Total MPMEA	500.000.000 882.599.000			

RECAPITULATION

Total Fonction 6	3.516.500.000	F CFA
- Transferts	1.366.500.000	F CFA
Sous-total	2.150.000.000	F CFA
- Matériel	850.000.000	F CFA
- Personnel	1.300.000.000	F CFA

Fonction 7 : Culture, Enseignement et Recherche

Section 710 :	Section 710 : Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire, chargé de l'Alphabétisation							
	Personnel Matériel Sous-total		36.943.487.417 FCF 10.715.000.000 FCF 47.658.487.417 FCF	A Transferts				
Section 720 :	<u>Ministère de</u>	<u>l'Enseignement T</u>	echnique et Professio	<u>nnel</u>				
620 : 610 :	Personnel Matériel Sous-total			FA TransfertsFA Total METP				
Section 730 :	Ministère de	<u>l'Enseignement S</u>	<u>Supérieur</u>					
	Personnel Matériel Sous-total		930.418.000 FCF	· ·	17.148.000.000 FCFA 18.416.881.000 FCFA			
Section 740 :	Ministère de	la Recherche Sci	entifique et Innovation	Techniques				
620 : 610 :	Personnel Matériel Sous-total		159.537.000 FCF 309.582.000 FCF 469.119.000 FCF	A Transferts	1.306.000.000 FCFA 1.775.119.000 FCFA			
Section 760:	Ministère de	<u>la Culture, des Ai</u>	rts et du Tourisme					
620 : 610 :	Personnel Matériel Sous-total		628.000.000 FCF 399.000.000 FCF 1.027.000.000 FC F	• •	940.500.000 FCFA 1.967.500.000 FCFA			

Section 770 :	Ministère de	a la Communication,	chargé des Relations a	vec le Parlement, Porte-F	Parole du Gouver	nement
· · · ·	Personnel Matériel			Transferts		
	Sous-total	•••••	2.315.000.000 FCFA	Total MCRPPPG	2.874.000.000	FCFA
Section 780 :	Conseil Sup	érieur de la Liberté	de la Communication	•		•
	Personnel Matériel Sous-total			Transferts	500.000.000 500.000.000	
			RECAPITULATION			•
		- Matériel Sous-total. - Transferts	ction 7	43.338.749.231 F CFA 16.084.000.000 F CFA 59.422.749.231 F CFA 25.403.257.000 F CFA 84.836.006.231 F CFA		
Fonction 8 :	Actions Sai	nitaire et Sociale				,
Section 810 :	Ministère de	e la Santé et de la Po	pulation			
	Personnel Matériel Sous-total	••••••••••••	9.438.865.246 FCFA 9.807.000.000 FCFA 19.245.865.246 FCFA	Transferts Total MSP	17.864.637.000 37.110.502.246	
Section 820	Ministère de	es Affaires Sociales,	de la Solidarité, de l'Ac	tion Humanitaire et de la	Famille	
620 :	Personnel Matériel Sous-total		2.581.574.695 FCFA 900.000.000 FCFA	Transferts	•	

Section 860 : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale

620: Personnel 928.000.000 FCFA

610: Matériel 425.000.000 FCFA Transferts..... 305.900.000 FCFA 1.353.000.000 FCFA Total MTSS..... Sous-total 1.658.900.000 FCFA

RECAPITULATION

- Personnel	12.948.439.941 F CFA
- Matériel	11.132.000.000 F CFA
Sous-total	24.080.439.941 F CFA
- Transferts	19.256.571.000 F CFA
Total Fonction 8	43.337.010.941 F CFA

Fonction 9 : Divers

Section 910 : Ministère des Sports et du Redéploiement de la Jeunesse

620: Personnel 620.089.375 FCFA 610: Matériel

392.000.000 FCFA Transferts..... 3.903.000.000 FCFA 1.012.089.375 FCFA Total MSRJ..... Sous-total 4.915.089.375 FCFA

RECAPITULATION

- Personnel..... 620.089.375 F CFA - Matériel..... 392.000.000 F CFA Sous-total.... 1.012.089.375 F CFA - Transferts 3.903.000.000 F CFA

> Total Fonction 9..... 4.915.089.375 F CFA

RECAPITULATION GENERALE DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

TOTAL BUDGET DE FONCTIONNEMENT	1.352.542.000.000 FCFA
- Contribution à l'investissement	201.199.000.000 FCFA
- Transferts hors contribution à l'investissement	413.118.000.000 FCFA
- Charges Communes	80.900.000.000 FCFA
- Matériel	75.000.000.000 FCFA
- Personnel	134.000.000.000 FCFA
- Dette Publique	448.325.000.000 FCFA

Chapitre 2: DE L'INVESTISSEMENT

Paragraphe 3: Des Ressources

<u>Article onzième</u>: Les ressources d'investissement pour l'exercice 2006 sont arrêtées à la somme de deux cent quatre vingt cinq milliards sept cent deux millions (285.702.000.000) de francs CFA.

Ces ressources sont reparties ainsi qu'il suit :

1-1.- Moyens Librement Affectables

a) Ressources propres :

 Contribution du budget de fonctions Provision pour investissements div 	nement :versifiés :	201.199.000.000 F CFA 14.801.000.000 F CFA 216.000.000.000 F CFA
1-2 Emprunts	Total MLA :	216.000.000.000 F CFA
- Emprunts affectés :		32.751.000.000 F CFA
	Sous-total :	32.751.000.000 F CFA
1-3 <u>Dons</u> :	al ressources hors Dons :	248.751.000.000 F CFA 36.951.000.000 F CFA
	l ressources d'Investissement :	285.702.000.000 F CFA

Paragraphe 4: Des Charges

<u>Article douzième</u>: Sont ouverts au titre de l'investissement du budget 2006, les crédits de paiement pour un montant de deux cent quatre vingt cinq milliards sept cent deux millions (285.702.000.000) de francs CFA, répartis par secteur comme suit :

1- Infrastructures de base	141.276.000
2- Secteurs Sociaux	35.681.000
3- Secteur Productif	25.632.000
4- Affaires et Finances Publiques	16.899.000
5- Souveraineté	66.214.000
TOTAL GENERAL	285 702 000 000

Article treizième : Les crédits de paiement pour 2006 sont présentés par ministère dans le tableau ci-dessous :

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS DE PAIEMENT PAR MINISTERE

(en milliards de F CFA)

			PR	EVISIONS B	JDGETAIRES 2006				
MINISTERES	AUTORISAT° DE PROG	RESSOU	IRCES INTER	NES					
	RAMME	Moyens Librement Affectables	Ressources Affectées	TOTAL	EMPRUNTS AFFECTES	DONS	TOTAL		
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE		9 533		9533		1300	10 833		
-PRIMATURE COORDINAT® 'ACTION GOUVERNEMENT PRIVATIS.		860		860			860		
-PLAN- AMENAG DU TERRIT - INTEGRAT® ECON ET NEPAD		5615		5615	1535	5778	12928		
- AFFAIRES ETRANGERES ET FRANCOPHONIE	<u> </u>	6500		6500			6500		
FONCT° PUBLIQUE ET REFORME ETAT		· 478		478		50	528		
- HYDROCARBURES		858		858			858		
- ECONOMIE - FINANCES ET BUDGET		2782		2782	156	686	3624		
-MINES INDUSTRIES MINIERES ET GEOLOGIE		1110		1110		,	1110		
-EQUIPEMENT ET TRAVAUX PUBLICS		22259		22259	6 300	13 350	41909		
-AGRICULTURE ELEVAGE ET PECHE		5641		5641	1 800	1 067	8508		
-ECONOMIE FORESTIERE ET ENVIRONNEMENT		845		845		1 161	2006		
-CONSTRUCTION URBANISME ET HABITAT		3215		3215			3215		
ADMINISTRAT° TERRITOIRE ET DECENTRALISATION		19973		19973	9 895	3 394	33262		
TRANSPORTS ET AVIATION CIVILE		10435		10435	115	***************************************	10550		
PRESIDENCE, DEF. NAT. ANC. COMBAT. ET MUT. DE GUERRE	·	5580		5580			5580		
PRESIDENCE, COOPERATION AU DEVELOPPEMENT		394		394	[394		
REFORME FONCIERE ET PRESERVATION DU DOMAINE PUBLIC		484		484			484		
ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL		2475		2475			2475		
-ENSEIGNEMENT SUPERIEUR		1 150		1 150			1150		
DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET PROMOTION DU SECT. PRIVE		914		914		1 950	2864		
JUSTICE ET DROITS HUMAINS		1 623		1 623		910	2 533		
COMMERCE - CONSOMMATION ET APPROVISIONNEMENTS		2790		2790		***************************************	2790		
AFFAIRES SOCIALES- SOLIDARITE- ACTO HUMAN ET FAMILLE		706		706			706		
POSTES- TELECOM & N. TECHNOLOG. DE LA COMMUNICATION		2916		2916	1 400		4316		
ENSEIGNEMENT PRIMAIRE- SECONDAIRE - ALPHABETISATION		8841		8841		2 700	11541		
-CULTURE- ARTS ET TOURISME		2 250		2250			2250		
-TRAVAIL- EMPLOI- SECURITE SOCIALE		508		508			508		
ENERGIE ET HYDRAULIQUE		65086	-	65086	10654	907	76647		

			PF	REVISIONS B	UDGETAIRES 20	006		
MINIOTEDEO	AUTORISAT*	RESSOUR	CES INTERN	IES	S RESSOURCES EXTERNES			
MINISTERES	DE PROGRAMME	Moyens Librement Affectables	Ressources Affectées	TOTAL	EMPRUNTS AFFECTES	DONS	TOTAL	
COMMUNICATION CHARGE DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT- PORTE PAROLE DU GOUVERNEMENT		1443		1443		1	4.440	
-SECURITE ET ORDRE PUBLIC		3393	h	3393			1443	
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION TECHNIQUE		484	}	484		38	3393 522	
SPORTS ET REDEPLOIEMENT DE LA JEUNESSE		2947		2947				
SANTE ET POPULATION		16236		16236	 896	3660	2947 20792	
TRANSPORTS MARITIMES ET MARINE MARCHANDE		873		873			20/92	
PROMOTION DE LA FEMME ET INTEGRATION DE LA FEMME AU DEVELOPPEMENT		568		568			568	
PME CHARGE DE L'ARTISANAT		472	!	472			472	
INSTITUTIONS DEMOCRATIQUES		3 763		3 763			3 763	
ASSEMBLEE NATIONALE								
SENAT								
- MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE							**	
- COUR SUPREME								
COUR DES COMPTES								
COUR CONSTITUTIONNELLE								
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL								
CONSEIL SUPERIEUR DE LA LIBERTE DE COMMUNICATION							*************	
COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME								
TOTAL GENERAL		216 000		216 000	32 751	36 951	285 702	

TITRE II: DES BUDGETS ANNEXES ET DES COMPTES SPECIAUX

Chapitre 3: DES BUDGETS ANNEXES

Article quatorzième : Il n'est pas ouvert de budgets annexes au titre de l'année 2006.

Chapitre 3: DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Article quinzième : Sont autorisées pour l'année 2006, les affectations comptables des recettes aux comptes spéciaux du trésor ci-après :

- 1- Fonds Forestier
- 2- Fonds sur la protection de l'environnement.

Article seizième: Toutes les dispositions antérieures non contraires à la présente loi sont maintenues.

Article dix septième : La présente loi sera enregistrée au journal officiel et exécutée comme loi de l'État.-

Fait à Brazzaville, le 🕥

mars 2006

Denis SASSOU N'GUESSO.

Par le Président de la République,

Le ministre de l'économie, des finances et du budget,

Racifique ISSOIBEKA.